

DIPL MAG

Magazine d'analyse et de réflexion de la diplomatie togolaise

I.S.S.N. en cours



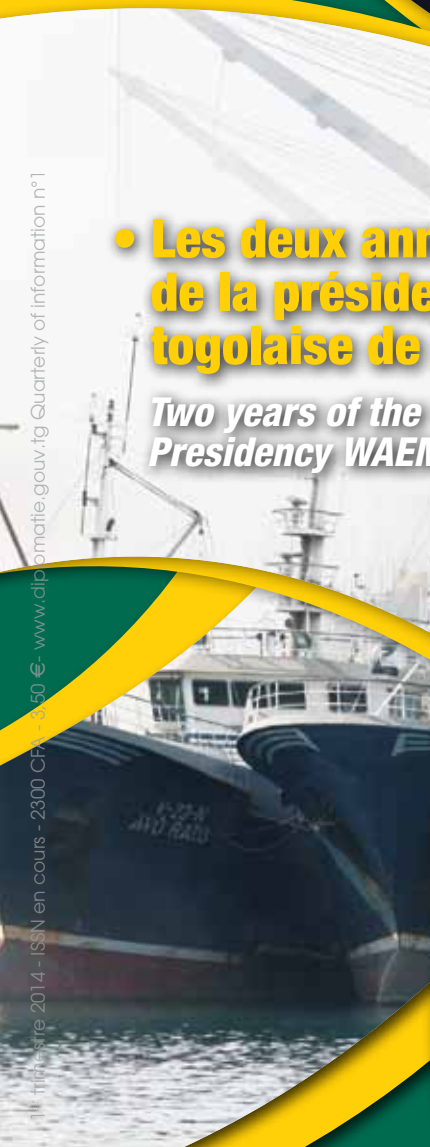
• La ligne Lomé-Paris : une relation au beau fixe

*The section Lome-Paris line:
a relationship as good as ever*

• Les deux années de la présidence togolaise de l'UEMOA

*Two years of the Togolese
Presidency WAEMU*

© République 2014 - ISSN en cours - 2300 CHF - 50 € - www.diplomatie.gouv.tg Quarterly of Information n°1

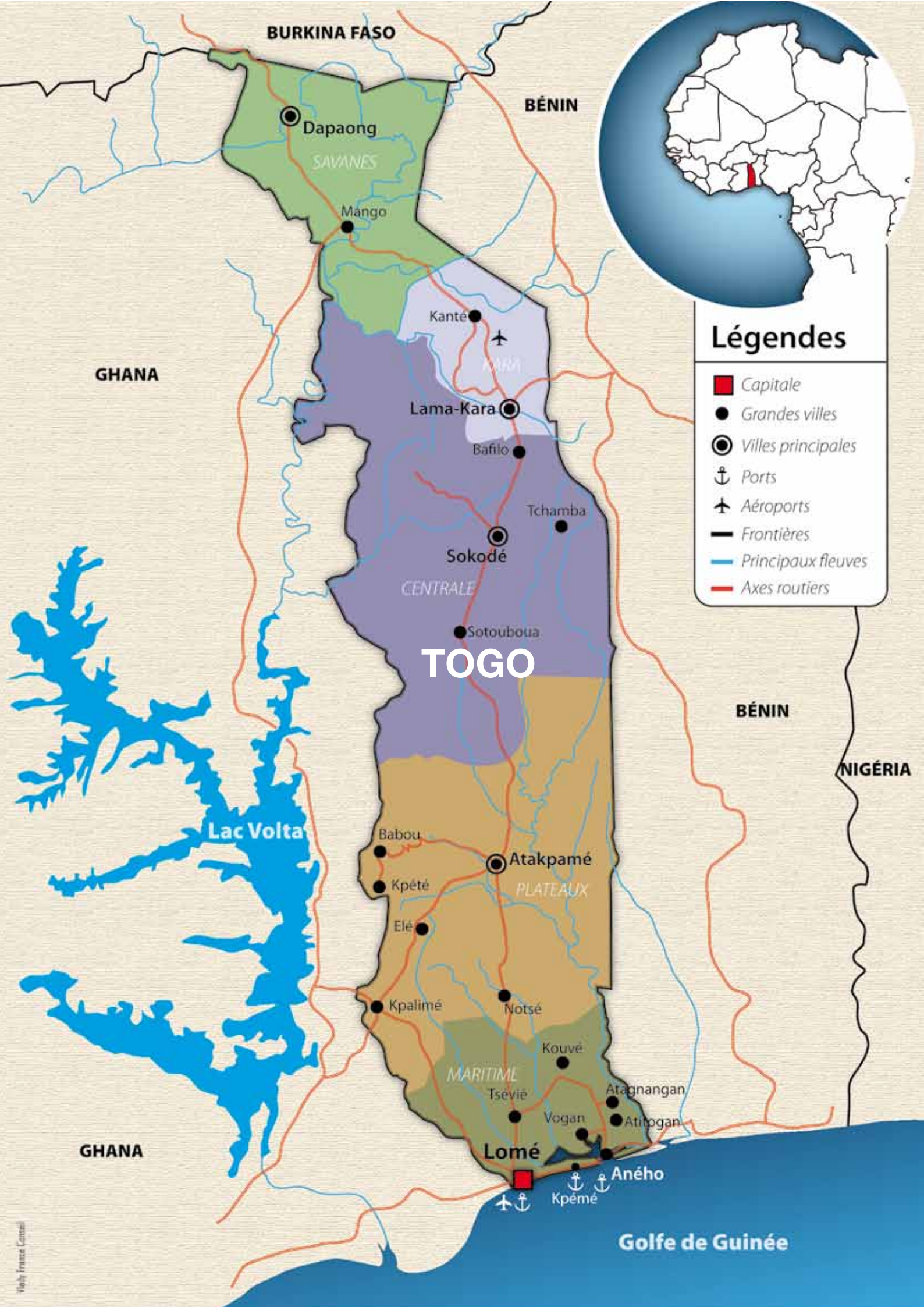


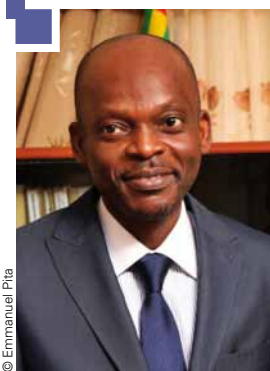
• Bilan : les deux ans du Togo au Conseil de Sécurité

*Two years of Togo to
the Security Council*



N°1





© Emmanuel Pita

par S.E.M. Robert DUSSEY

by H.E. Robert DUSSEY

Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération
Minister of Foreign Affairs and Cooperation

La nouvelle orientation de la politique étrangère du Togo engage la diplomatie à renforcer son action

visant à imprimer une nouvelle dynamique à caractère prioritairement économique audacieuse, capable de mobiliser des énergies pour développer les partenariats, attirer les investissements, promouvoir l'attractivité du pays et intensifier les échanges extérieurs.

Dans cette perspective, les diplomates togolais sont tenus de s'adapter à l'évolution rapide de la pratique diplomatique moderne, alimentée par le changement des relations internationales, le phénomène de la globalisation et les crises régionales successives. Cela suppose la mise en place d'une vision diplomatique plus professionnelle et moins traditionnelle d'une part et la création d'un support médiatique d'envergure pour lui donner des moyens offensifs et didactiques d'autre part.

Le lancement du magazine DIPLOMAG-TOGO, non seulement va corriger cette faille mais sera un outil d'analyse

et de dossiers étoffés à la portée des lecteurs de plusieurs catégories socioculturelles. A la différence des rédactions classiques, DIPOMAG-TOGO fera souvent appel à de précieuses plumes pour enrichir des dossiers relatifs à la géopolitique, la géostratégie, l'économie internationale, l'ethnologie, l'environnement, le droit international ou encore les relations internationales.

Au demeurant, ce magazine constituera un outil efficace pour mieux faire découvrir le Togo, en présentant une image succincte et globale de sa situation actuelle, mais aussi en apportant sa contribution par la réflexion sur les grands thèmes de l'actualité internationale.

Par ailleurs, il permettra d'informer sur les questions de politique intérieure et extérieure togolaise, mais également sur les opportunités de la coopération en matière économique, commerciale et d'investissement.

Il constituera, de ce fait, une mine d'informations destinées à un large public notamment les étudiants et chercheurs des Instituts ou Ecoles d'enseignement supérieur, les élèves-fonctionnaires de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA), entre autres. ➔

The new direction of the foreign policy of Togo commits diplomacy to strengthen its actions aiming at giving a new dynamics with a bold and economic priority, capable of mobilizing energies to develop partnerships, attract investments, promote attractiveness of the country and intensify foreign trade.

In this perspective, the Togolese diplomats are required to adapt to the rapid development of the modern diplomatic practice, driven by change in international relations, the phenomenon of globalization and successive regional crises. This requires, in addition, the establishment of a more professional and less traditional diplomatic vision.

However, this diplomacy was lacking a major media outlet in order to give it some offensive and educational means.

The launch of DIPLOMAG magazine not only will correct this flaw but will be a tool of analysis and meaty docu-

ments within the means of several socio-cultural categories. Unlike traditional newsrooms, DIPLOMAG will often use valuable writings to enrich documents related to geopolitics, geo-strategy, international economics, ethnology, environment, international law or international relations.

Incidentally, this magazine will be an effective tool for a broader knowledge of Togo not only through a comprehensive picture of its current situation, but also through reflection on the main themes of international news.

In addition, it will be a means to inform on issues regarding Togolese domestic and foreign policy, but also on the opportunities of cooperation in economic, trade and investment fields.

It will be, therefore, a wealth of information for a wide audience including, inter alia, students and researchers from Institutes or Schools of higher education, students officials of the National School of Administration (ENA). ➔

PRÉFACE

p.1

par S.E.M. Robert DUSSEY, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération
by H.E. Robert DUSSEY, Minister of Foreign Affairs and Cooperation

ÉDITORIAL

p.3

Le Togo et l'état du monde 2013 / Togo and the state of the world in 2013

par M. AGBODJAN-PRINCE Akovi Kotoè, Directeur de la Communication et de la Documentation du MAEC
by Mr. AGBODJAN-PRINCE Akovi Kotoè, Head of communication and the Documentation Department of the MAEC

ENQUÊTES

p.4

Bilan : les deux ans du Togo au conseil de sécurité / Two years of Togo to the Security Council

par la Mission Permanente du Togo auprès des Nations Unies
by the Permanent Mission of Togo to the United Nations

DOSSIER

p.18

Les deux années de la présidence togolaise de l'UEMOA / Two years of the Togolese presidency of the UEMOA

par le Comité de rédaction
by Editorial Committee

MONDE

p.22

Les brèves du monde / World news in brief

par le Comité de rédaction
by Editorial Committee

ACTUALITÉS

p.26

La ligne Lomé-Paris : une relation au beau fixe / The section Lome-Paris line: a relationship as good as ever

par le Comité de rédaction
by Editorial Committee

Vers l'institution d'une force africaine d'intervention rapide / Towards the creation of an african rapid standby force

par le Comité de rédaction
by Editorial Committee

Le Sommet Afrique-Monde Arabe / The Africa - Arab World Summit

par le Comité de rédaction
by Editorial Committee

Présentation des vœux / Presentation of new year wishes

Coopération entre la République togolaise et la République de Corée / Cooperation between Republic of Togo and Republic of Korea

Le centre de formalités des entreprises / The Corporations Formalities Centre

par le Comité de rédaction
by Editorial Committee



DIPLOMAG

Diplomag Togo Numéro 1 - Diplomag Togo Number 1 - janvier / mars 2014 - January / March 2014
- Directeur de la publication / publication Director: M. Kokou KPAYEDO - Rédacteur en chef / Editor in Chief : M. Api ASSOUMATINE - Secrétaire Général de la Rédaction / Secretary General Editors: M. Akovi Kotoè AGBODJAN-PRINCE - Directeur de la Publicité et du Reportage / Director of Advertising and reporting: M. Kondi MANI - Rédacteurs / Editors : Directeurs centraux et Chefs de Missions diplomatiques - Point focal DIPLOMAG : M. Sodou ADOM - Conception graphique / Design production : Vlady France Conseil - Nous écrire / Write us: Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, BP: 900 Lomé, Tel : +22822213601, maeirtge@yahoo.fr Photo couverture / Cover Pictures : © Louis Vincent.



Le Togo et l'état du monde 2013

Togo and the state of the world in 2013

par M. AGBODJAN-PRINCE Akovi Kotoè
by Mr. AGBODJAN-PRINCE Akovi Kotoè

Directeur de la Communication et de la Documentation du MAEC / Head of communication and the Documentation Department of the MAEC



© Oscar Seledbe

L'année 2013 qui vient de s'achever aura été particulièrement dense au plan diplomatique. En effet, au bilan de 2013, il est apparu que les hauts dirigeants togolais, le Chef de l'Etat s'est investi à la conquête de solutions durables aux problèmes liés à l'insécurité transfrontalière, à la piraterie maritime, aux crises sociopolitiques et aux questions de développement économique.

La démonstration de l'investissement personnel pour le règlement de ces problèmes a été faite par le Chef de l'Etat, Son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBÉ, par ses présences effectives aux grandes rencontres internationales, entre autres, les multiples sommets sur le Mali, la CEN-SAD au Tchad, la CEDEAO, le 50^{ème} anniversaire de l'OUA/UA, le sommet sur la Cour Pénale Internationale (CPI) à Addis Abeba ou encore les sommets de la Francophonie à Paris, Afro-Arabe au Koweït et celui de l'Elysée sur la paix et la sécurité en Afrique. C'est encore en personne que le Président de la République a fait le déplacement du stade de Soweto à Johannesburg en Afrique du Sud pour rendre un dernier et vibrant hommage à l'icône de la lutte contre l'apartheid et Prix Nobel de la paix Nelson MANDELA, rappelé à Dieu le 05 décembre 2013.

Le Chef de l'Etat s'est également illustré par les deux années passées à la tête de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) avec à la pointe des résultats remarquables avant de passer le flambeau à son homologue du Bénin, Son Excellence Docteur Boni YAYI.

L'omniprésence de notre pays à travers la participation de ses hauts dirigeants à ces rencontres planétaires porte le sceau de deux mandats. D'abord, au titre de la souveraineté nationale, ensuite comme membre non permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

C'est d'ailleurs au sein de ce Conseil de Sécurité que notre pays a su influencer des décisions dans l'intérêt des pays de la sous-région en s'appuyant sur les fondamentaux de sa nouvelle diplomatie tournée vers la paix, la sécurité et le développement.

Ce rôle a été joué avec une telle efficacité que le passage du Togo au sein de cette haute instance des Nations Unies mérite d'être salué avec la mention du devoir accompli. Et comme par un heureux hasard, la fin de ce mandat coïncide avec la naissance du magazine DIPLOMAG-TOGO dont l'une des raisons d'être est de porter loin la nouvelle vision de la diplomatie togolaise, offensive et au service de la paix et du développement.

The year 2013 that just ended was especially dense at the diplomatic level. Indeed, in the report of the year 2013, it appeared that Togolese officials, the Head of State himself in particular, much invested in finding sustainable solutions to the problems related to cross-border insecurity, maritime piracy, socio-political crises and economic development issues.

The demonstration of personal investment for the settlement of these problems was made by the head of State, his Excellency Faure Essozimna GNASSINGBÉ, by his effective attendance at major international meetings, inter alia, the multiple summits on Mali, the CEN - SAD in Chad, ECOWAS, the 50th anniversary of the OAU/AU, the Summit on the International Criminal Court (ICC) in Addis Ababa or even the summits of la Francophonie in Paris, the Afro-Arab in Kuwait and that of the Elysee on peace and security in Africa. It is still personally that the President of the Republic made the trip to the stadium in Soweto in Johannesburg in South Africa to pay a last and vibrant tribute to the icon of the struggle against apartheid and Peace Nobel Prize Nelson MANDELA who passed away on December 05, 2013.

The Head of State also illustrated himself by the two years spent at the head of the West Africa Economic and Monetary Union (WAEMU) with remarkable results before passing the torch to his Benin counterpart, H.E. Dr. Boni YAYI.

The omnipresence of our country through the participation of its senior leaders in these global meetings bears the stamp of two coats. Firstly, in respect of national sovereignty, then as a non-permanent member of the UN Security Council.

It is also within this Security Council that our country has been able to influence decisions in the interest of the countries of the subregion in relying on the fundamentals of its new diplomacy geared towards peace, security and development.

This role was played with such efficiency that the passage of Togo in this high forum of the United Nations deserves to be greeted with the mention of duty done. And as if by a happy chance, the end of this mandate coincides with the bringing to life of the DIPLOMAG-TOGO magazine, of which one of the reasons to be is to bear as far as possible the new vision of the Togolese diplomacy, offensive and at the service of peace and development.

Bilan : les deux ans du Togo au conseil de sécurité

Two years of Togo to the Security Council

II par la Mission Permanente du Togo auprès des Nations Unies
by the Permanent Mission of Togo to the United Nations

L'élection du Togo pour siéger, en qualité de membre non permanent du Conseil de Sécurité pour la période 2012-2013, a constitué un des éléments significatifs de sa politique étrangère et du rôle, de plus en plus grand, qu'il joue sur la scène internationale ces dernières années. / *The election of Togo to sit on the Security Council as a non-permanent member for the period 2012-2013, was one of the significant elements of its foreign policy and the increasingly important role it has been playing on the international stage for the past few years.*

Cette élection, faut-il le rappeler, est survenue dans des conditions particulières. Contrairement à la pratique, qui a cours au sein du groupe des Etats d'Afrique, selon laquelle les candidats africains au Conseil de sécurité bénéficient, en principe, d'un «clean slate», c'est à dire un contexte où le nombre de candidats est égal au nombre de postes à pourvoir et l'élection, elle-même, intervenant comme une formalité, le Togo a dû passer par une rude compétition, ensemble avec le Royaume du Maroc et la Mauritanie. Son élection, pour occuper l'un des deux sièges revenant aux Etats d'Afrique après celle du Maroc, n'a été obtenue qu'à la suite de trois tours de scrutin.

Pour ce qui est du mandat et surtout de la nécessité, pour un pays comme le Togo, de peser dans les délibérations du Conseil de sécurité où l'existence des cinq membres permanents, affublés du droit de veto, rend toute contribution, a priori, vouée à l'échec si elle n'était pas entérinée par les détenteurs du veto, le Togo a tenté de prendre très tôt ses marques.

Il a pu le faire en tentant, à la faveur de ses deux présidences du Conseil de sécurité, d'identifier des questions spécifiques qui constituent des préoccupations constantes du Conseil au sujet desquelles il a pu proposer des approches visant à promouvoir plus avant la paix et la sécurité, en particulier en Afrique.

Du reste, cette façon de procéder constitue l'une des rares possibilités qu'ont les membres élus du Conseil de Sécurité d'exister véritablement, à défaut de passer les deux années de leur mandat à servir de faire-valoir pour les membres non élus du Conseil.

Au cours des années 2012 et 2013, l'Afrique de l'Ouest et la région du Sahel sont demeurées les régions qui ont figuré le plus à l'agenda du Conseil de sécurité. Le sort des deux

This election, it must be remembered, was held in specific conditions. Contrary to the practice prevailing in the African States group, whereby African candidates to the Security Council, in principle, experience the 'clean Slate' principle, that is to say a context where the number of candidates equals the number of positions to be filled and the election itself, acting as a formality, Togo had to go through a tough competition, together with the Kingdom of Morocco and Mauritania. Its election, to take one of the two seats allocated to African States after that of Morocco, was obtained only after three rounds of voting.

Regarding the mandate and especially the need for a country like Togo, to weigh in the deliberations of the Security Council where the existence of five permanent members, with the right of veto, makes any contribution, a priori, doomed to failure if it was not endorsed by the holders of the veto, Togo attempted to take very early its bearing.

It was able to do so by attempting, through its two-year term at the Security Council presidency, to identify specific issues that are constant concerns of the Council on which it was capable of proposing approaches aimed at promoting more peace and security, especially in Africa.

Besides, this way of proceeding is one of the rare possibilities that the members elected by the Security Council have to really exist, for lack of spending the two years of their mandate to serve as a foil for the members not elected by the Council.

© Louis Vincent





Le Chef de l'Etat togolais S.E.M. Faure Essomzimna GNASSINGBE présidant le Conseil de Sécurité. A ses côtés le Secrétaire Général de l'ONU, Monsieur Ban Ki-Moon. *The Head of State of Togo His Excellency Faure Gnassingbé chairing Security Council. At his side the Secretary General of the UN, Mr. Ban Ki-Moon.*

régions, en partie géographiquement imbriquées, est resté intimement lié, compte tenu de l'identité des menaces auxquelles elles sont confrontées.

D'autres pays d'Afrique Centrale - la République Démocratique du Congo (RDC) et la République Centrafricaine, d'Afrique du Nord-Libye -, d'Afrique de l'Est - Somalie, Soudan et Soudan du Sud - ont été également au cœur des activités du Conseil de sécurité.

Dans le reste du monde, la situation au Moyen-Orient a essentiellement focalisé l'attention du Conseil de sécurité qui s'est également appesanti sur la question de la justice pénale internationale.

S'agissant de l'Afrique de l'Ouest, il convient de signaler que plusieurs pays à savoir la Guinée-Bissau, le Libéria, la Côte d'Ivoire et la Sierra Leone, étaient déjà à l'agenda du Conseil de sécurité, dans la mesure où ces pays étaient dans des processus de stabilisation et de consolidation de la paix depuis quelques années.

Le Mali, du fait de la double crise qui a secoué ce pays, est devenu une question, qui a, particulièrement, mobilisé le Conseil de sécurité à partir de janvier 2012.

Il importe aussi de souligner que la situation en Guinée-Bissau, à cause du coup d'Etat du mois d'avril 2012, a pris une nouvelle dimension, au cours de la période.

Le Togo, pays d'Afrique de l'Ouest et membre de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CE-

In 2012 and 2013, Western Africa and the Sahel region remained the regions, which appeared the most on the agenda of the Security Council. The fate of the two regions, partly geographically interlinked, has remained intimately bound, given the identity of the threats they are facing.

Other countries of Central Africa - the Democratic Republic of Congo (DRC) and the Central African Republic, of Northern Africa - Libya -, of the Eastern Africa - Somalia, Sudan and Southern Sudan - were also at the heart of the Security Council activities.

In the rest of the world, the Middle East essentially focused the attention of the Security Council, which also dwelt on the issue of international criminal justice.

Regarding West Africa, it should be noted that several countries such as: Guinea-Bissau, Liberia, Côte d'Ivoire and Sierra Leone, were already on the agenda of the Security Council, insofar as these countries were in the process of stabilization and peace building in recent years.

Mali, because of the dual crisis that shook up the country, became an issue, which particularly mobilized the Security Council from January 2012.

It is also important to underscore that the situation in Guinea-Bissau, because of the April 2012 coup, took a new dimension during the period.

→ DEAO), a été, de ce fait, le porte-voix des pays de la région et de l'Organisation sous-régionale. Par conséquent, ses points de vues ont eu leur importance, particulièrement avant et au moment de la négociation des résolutions, déclarations du Président et déclarations à la presse, concernant les pays précités de la région ou les questions thématiques comme la piraterie dans le Golfe de Guinée. En termes de thématique, le Togo a été l'initiateur de la question de l'impact de la criminalité transnationale organisée en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel.

En outre, notre pays a été « Penholder » (détenteur de la plume) sur la situation en Guinée-Bissau et sur la question de la piraterie dans le Golfe de Guinée. Cela signifie que l'initiative a appartenu au Togo qui, sur ces questions, a disposé d'un pouvoir d'orientation des débats.

Sous le couvert de ce double statut, la Délégation togolaise a su influencer les décisions dans l'intérêt des pays de la région, en ayant comme bréviaire, bien évidemment, les instructions des Autorités nationales et les principes fondamentaux de la diplomatie togolaise, mais aussi une série de considérations liées aux positions de la CEDEAO, de l'Union africaine. Il a également privilégié une approche pragmatique tenant compte des réalités de nos pays et de nos sociétés.

Au total, l'action du Togo au Conseil de sécurité est restée cohérente, au cours de ces deux dernières années, sur la base des considérations qui précèdent et selon qu'il s'agisse des deux régions et des thématiques qui les concernent, d'une part, ou de chacun des pays concernés, d'autre part.

Quoique le rôle d'un membre non permanent du Conseil de sécurité reste, en général, des plus limités, à l'initiative du Togo, le Conseil a adopté une dizaine de résolutions, de déclarations présidentielles et de déclarations à la presse se rapportant à ces régions.

1 - L'action du Togo en ce qui concerne les thématiques régionales

L'action du Togo, ayant trait aux thématiques régionales, a concerné les questions qu'il a fait inscrire à l'ordre du jour du Conseil, à savoir l'impact de la criminalité transnationale organisée en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel et celles dont notre pays a soutenu l'initiative. Il s'agit de la piraterie dans le Golfe de Guinée et de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour la région du Sahel.

Le Togo a aussi reposé la question du terrorisme en Afrique au Conseil de sécurité en vue de susciter une attention plus accrue du Conseil sur cette question.

1.1 - L'inscription de la question de la criminalité transfrontalière à l'agenda du Conseil à l'initiative du Togo

Sur la base du constat que l'Afrique de l'Ouest et la région du Sahel sont confrontées à une multitude d'activités criminelles, notamment le trafic de drogues, d'armes et de personnes, et, eu égard à l'impact négatif que ces fléaux ont sur la gouvernance, l'Etat de droit et le développement économique et social, le Togo a demandé au Conseil d'examiner la question dès sa première présidence au mois de février 2012.

Togo, West African country and a member of the Economic Community of West African States (ECOWAS), was, therefore, the loud-hailer of the countries of the region and the sub-regional organization. Therefore, its views were important, particularly before and during the negotiation of resolutions, presidential statements and press statements, relating to the aforesaid countries in the region or thematic issues such as piracy in the Gulf of Guinea. In terms of topics, Togo was the initiator of the question of the impact of transnational organized crime in West Africa and the Sahel region.

In addition, our country was «Penholder» (holder of the pen) on the situation in Guinea-Bissau and on the issue of piracy in the Gulf of Guinea. This means that the initiative belonged to Togo which, on these issues, had had a power policy debates.

Under the cover of this dual status, the Togolese Delegation knew how to influence decisions in the interest of countries in the region, having of course, as breviary, the instructions of national authorities and the fundamental principles of the Togolese diplomacy, but also a series of considerations related to the positions of the ECOWAS and the African Union. It also favoured a pragmatic approach taking into account the realities of our countries and our societies.

In total, Togo's action in the Security Council has remained consistent over the past two years, on the basis of the previous considerations and depending on whether the two regions and topics, which concern them, on the one hand, or each of the concerned countries, on the other hand.

Although the role of a non-permanent member of the Security Council remains generally the very limited, at the initiative of Togo, the Council adopted ten resolutions, presidential statements and press statements relating to these regions.

1 – Togo's action regarding regional thematic

The action of Togo, regarding regional thematic, concerned issues that it had enrolled in the agenda of the Council, namely the impact of transnational organized crime in West Africa and in the Sahel region and those of which our country supported the initiative. This is piracy in the Gulf of Guinea and the Integrated Strategy of the United Nations for the Sahel region.

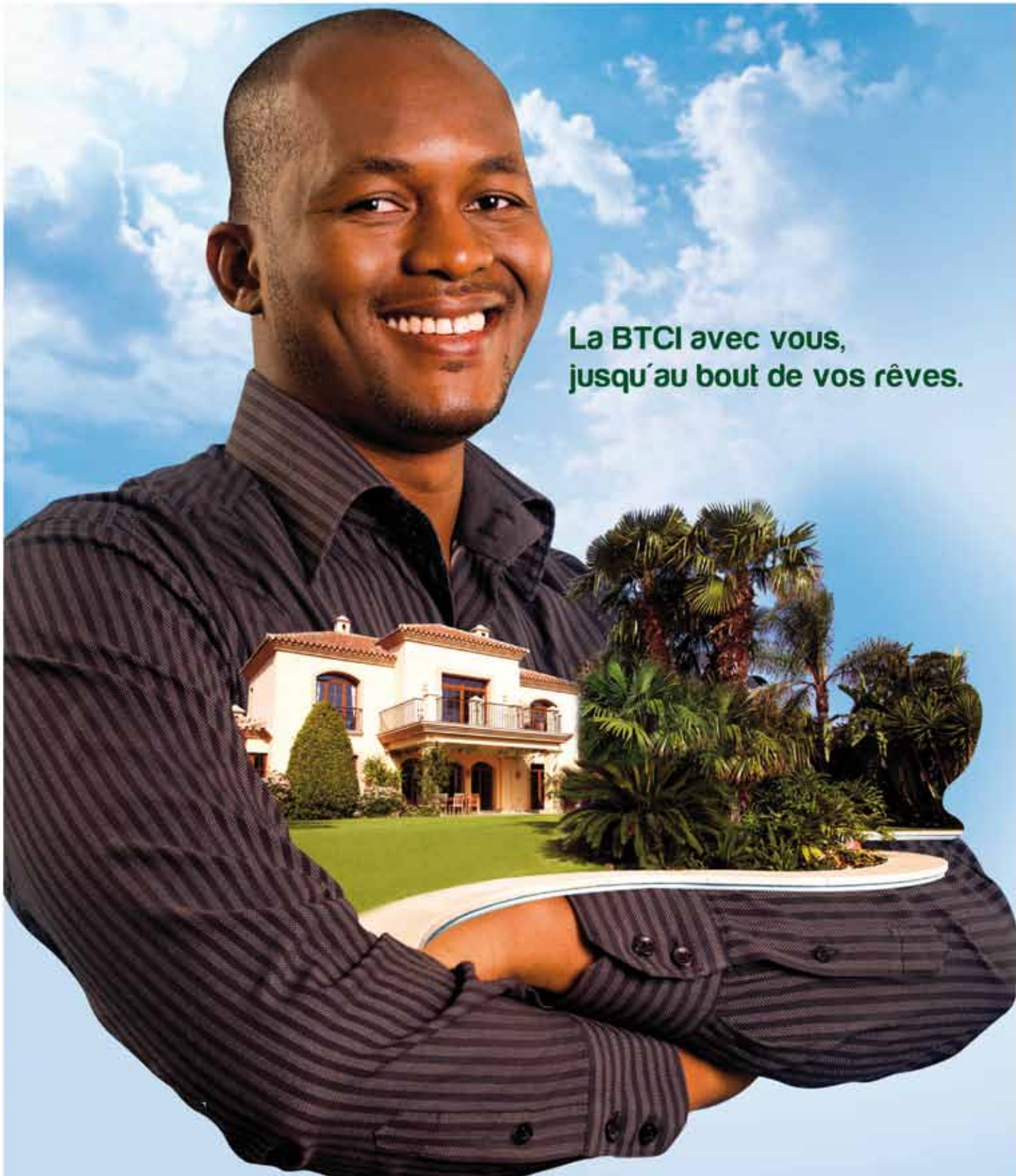
Togo also raised again the issue of terrorism in Africa to the Security Council in order to generate increased attention of the Council on this issue.

1.1 - The listing of the issue of cross-border crime in the Council's agenda on the initiative by Togo

Based on the observation that West Africa and the Sahel region are faced with a multitude of criminal activities, including drug, arm and human trafficking, and, given the negative impact these evils have on governance, on the Rule of law and on economic and social development, Togo asked the Council to consider the issue, upon its

Le Togo, pays d'Afrique de l'Ouest et membre de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

Togo, West African country and a member of the Economic Community of West African States



La BTCI avec vous,
jusqu'au bout de vos rêves.

Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie

169, Bd du 13 Janvier BP:363 Lomé-TOGO

Tél: (228) 22 23 55 00 Fax: 22 21 32 65

btci@btci.tg www.btcitg.net



Ensemble réalisons demain



→ Cela a été fait dans le cadre d'un débat de haut niveau, sous la Présidence du Chef de l'Etat togolais, et en présence du Secrétaire général de l'ONU.

Ce débat a eu l'intérêt, d'abord, d'attirer l'attention des Etats membres des Nations Unies sur le fait que la dynamique transnationale du crime organisé, ignorant les frontières géographiques, les Etats de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel sont individuellement et collectivement exposés aux menaces résultant des événements survenus dans d'autres parties de l'Afrique, en particulier la Libye, voire en dehors du continent.

Ensuite, il a permis de rappeler que la menace à la paix, à la sécurité et à la stabilité, du fait des activités criminelles, notamment le trafic d'armes et de drogue, a un effet pervers sur la stabilité des Etats concernés dans la mesure où elle constitue une source d'accumulation illégale de ressources et de moyens qui peuvent servir à financer diverses activités qui visent à remettre en cause l'ordre étatique et la stabilité régionale et à porter atteinte aux droits des personnes et des biens.

Au nombre des approches de solutions, qui ont été présentées au cours du débat, celle de la coordination des efforts reste la plus constante.

Le Chef de l'Etat togolais avait proposé, à cette occasion, la création d'un groupe de contact international sur la criminalité transnationale organisée, à l'instar du Groupe de contact sur la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes. L'adoption, plus tard, de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour la région du Sahel, n'a fait que corroborer la pertinence de cette proposition.

Ce débat a été sanctionné par une déclaration du Président du Conseil de sécurité (S/PRST/2012/2) du 21 février. Au titre de cette déclaration, le Conseil a invité le Secrétaire général, entre autres, à prendre en compte « ces menaces dans toutes les stratégies » relatives à la prévention et au règlement des conflits et à la consolidation de la paix, à le « saisir de recommandations précises sur les moyens par lesquels le Conseil pourrait s'attaquer au problème du crime organisé et, en particulier, du trafic de stupéfiants en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel, en tenant compte des vues des Etats Membres, des expériences récentes menées sur le terrain et de la teneur de la présente déclaration. »

Cette question est revenue devant le Conseil de sécurité, ce 18 décembre 2013, à l'occasion de la présidence française, et a été appréhendée sous l'angle spécifique du trafic de drogue en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel.

1.2 - L'apport du Togo concernant la piraterie dans le Golfe de Guinée et la Stratégie intégrée des Nations Unies pour la région du Sahel

Concernant la piraterie dans le Golfe de Guinée, il est vrai que le Conseil de sécurité en avait débattu, à l'initiative du Bénin et, surtout, grâce au Nigéria qui avait fait adopter, en novembre 2011, la première résolution, 2018 (2011) du Conseil de sécurité sur cette question. Toutefois, à l'initiative du Togo, à un moment où le phénomène s'est gravement accru, le Conseil a eu à adopter la résolution 2039 (2012). Ce fut à l'issue d'un autre débat public organisé par le Togo lors de sa présidence de février 2012.

Le Conseil de sécurité a pu se rendre compte, à cette occasion, non seulement du fait que la menace de la piraterie va grandissant mais aussi de son impact négatif sur les économies des Etats côtiers et ceux de l'hinterland. Il a également pu appréhender le fait que les Etats de la région n'ont pas la capacité individuelle ou collective pour lutter contre ce fléau.

first term of presidency in February 2012. This was done in the context of a high-level debate, chaired by the Head of State of Togo, and in the presence of the Secretary General of the UN.

This debate had the interest to, first, draw the attention of Member States of the United Nations on the fact that the transnational dynamics of organized crime, ignoring geographical borders, West Africa and Sahel States are individually and collectively exposed to threats from events, which occurred in other parts of Africa, especially Libya, even outside the continent.

It then served as a reminder that the threat to peace, security and stability, because of criminal activities, namely arms and drugs trafficking, has a negative effect on the stability of the concerned States insofar as those activities are a source of illegal accumulation of resources and means that can be used to finance various activities aimed at challenging the state order and regional stability and undermining the rights of persons and property.

Among the possible solutions, which were presented during the debate, the coordination of efforts remained the most constant one.

The Head of State of Togo proposed, on this occasion, the establishment of an International Contact Group on Transnational Organized Crime, as the Contact Group on the fight against piracy off the Somali coast. The adoption later, of the integrated UN Strategy for the Sahel region, only corroborated the relevance of this proposal.

This debate was sanctioned by a presidential statement of the Security Council (S/PRST/2012/2) of 21 February. Under this declaration, the Council requested the Secretary-General, inter alia, to take into account «these threats in all policies» related to the prevention and conflicts settlement and to peace-building, to «seize specific recommendations on ways in which the Council could address the problem of organized crime, and especially drug trafficking in West Africa and the Sahel region, taking into account the views of Member States, the recent experiments on the ground and the content of this declaration.»

This issue came before the Security Council this December 18, 2013, during the French presidency, and was addressed under the specific angle of drug trafficking in West Africa and the Sahel region.

1.2 – Togo's contribution concerning piracy in the Gulf of Guinea and the United Nations Integrated Strategy for the Sahel region

Regarding piracy in the Gulf of Guinea, it is true that the Security Council had discussed, on the initiative of Benin, and especially thanks to Nigeria which had passed in November 2011, the first resolution 2018 (2011) of the Security Council on this issue. However, on the initiative of Togo, at a time when the phenomenon seriously increased, the Council had to adopt resolution 2039 (2012). It was at the end of another public debate organized by Togo during its presidency in February 2012.

The Security Council was able to find out, on this occasion, not only the fact that the threat of piracy was growing, but also its negative impact on the economies of coastal States and those of the hinterland. It was also able to understand the fact that the States in the region do not have the individual and collective capacity to fight against this scourge.

The Resolution 2039 emphasized the need for a global approach and regional and international cooperation



© Louis Vincent

Le Président Faure Essozimna GNASSINGBE et le Secrétaire Général des Nations Unies M. Ban Ki-moon au premier plan dans les couloirs des Nations Unies. *President Faure Gnassingbé and Secretary-General of the United Nations Mr. Ban Ki-moon at the forefront in the corridors of the United Nations.*

La résolution 2039 a mis l'accent sur la nécessité d'une approche globale et la coopération régionale et internationale pour soutenir les efforts nationaux. Elle a appelé les pays de la CEDEAO et de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) à œuvrer pour l'adoption d'une Stratégie régionale.

Le mérite du Togo est d'avoir amené le Conseil de sécurité, à travers cette résolution qu'il a initiée, à faire de cette thématique une question primordiale. Le Conseil a notamment demandé au Secrétaire général d'une part, d'appuyer les efforts visant à mobiliser les ressources à la suite de l'élaboration de la stratégie régionale, d'autre part, de le tenir régulièrement informé de la situation de la piraterie et des vols à main armée dans le Golfe de Guinée, dans le cadre de ses rapports périodiques, de six mois, concernant les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA) et du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique Centrale (BRENUAC).

De plus, faisant suite au Sommet de Yaoundé des 24 et 25 juin 2013, sur la sûreté et la sécurité dans le Golfe de Guinée, le Togo a pris l'initiative de faire adopter, le 14 août 2013, la déclaration du Président du Conseil de sécurité (S/PRST/2013/13) dans laquelle le Conseil s'est félicité de l'adoption, à l'occasion de ce Sommet, d'importants documents, et a engagé les partenaires bilatéraux et internationaux à aider les Etats et les organisations régionales à combattre la piraterie dans le Golfe de Guinée.

Le Conseil de sécurité a également demandé au BRENUAC et à l'UNOWA de continuer à aider les Etats et les Organisations sous-régionales à mettre en œuvre les conclusions du Sommet de Yaoundé. Quant au Secrétaire général, il a été chargé d'aider à mobiliser les ressources à cette fin et de tenir le Conseil régulièrement informé, par l'intermédiaire des deux Bureaux régionaux, des progrès réalisés dans la lutte contre la piraterie dans le Golfe de

to support national efforts. It called on ECOWAS and the Economic Community of Central African States (ECCAS) to work towards the adoption of a regional strategy.

The merit of Togo is to have led the Security Council, through this resolution it initiated, to make this issue a central issue. The Council called on the Secretary-General on the one hand, to support efforts to mobilize resources for the further development of the regional strategy, and on the other hand, to keep it regularly informed of the piracy situation and armed robbery in the Gulf of Guinea, as part of its six-month periodic reports regarding the activities of the regional UN Office for West Africa (UNOWA) and the United Nations Regional Office for Central Africa (BRENUAC).

In addition, following the Yaoundé Summit on June 24 and 25, 2013, on safety and security in the Gulf of Guinea, Togo took the initiative to adopt, on August 14, 2013, the Security Council's Presidential statement (S/PRST/2013/13), in which the Council welcomed the adoption, on the occasion of the Summit, of important documents, and urged bilateral and international partners to help States and regional organizations combat piracy in the Gulf of Guinea.

The Security Council also requested the BRENUAC and UNOWA to continue to assist the States and sub-regional organizations to implement the conclusions of the Yaoundé Summit. As for the Secretary-General, he was responsible for helping mobilize resources for this purpose and to keep the Council regularly informed, through two regional offices, of the progress made in the fight against piracy in the Gulf of Guinea, especially as regards the implementation of the conclusions of Yaoundé Summit.

With regard to the United Nations Integrated Strategy for the Sahel, it is important to note that the debate of February 21, 2012 on transnational organized crime in West Africa and the Sahel region was, somehow, premo- ➔

→ Guinée, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des conclusions du Sommet de Yaoundé.

S'agissant de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel, il importe de souligner que le débat du 21 février 2012 sur la criminalité transnationale organisée en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel, a été, en quelque sorte, prémonitoire de cette Stratégie. Car, ce débat a permis d'examiner les causes profondes des menaces que recèle le crime organisé transnational, et d'autres facteurs comme la pauvreté, la porosité des frontières, le manque de ressources et la faiblesse des structures étatiques, toutes choses qui ne sauraient être combattues qu'à travers une approche régionale et multidimensionnelle.

Comme on le sait, les objectifs principaux de la Stratégie visent, à travers une approche régionale et globale, à trouver des solutions à ces causes profondes en aidant les Etats et les populations, en termes de renforcement de la gouvernance et des mécanismes de sécurité nationaux et régionaux, du développement humanitaire ainsi que de la résilience à long terme des populations.

1.3 L'action du Togo au sujet de la lutte contre le terrorisme en Afrique

Dans le cadre de sa seconde présidence du Conseil de sécurité, le Togo a organisé, le 13 mai 2013, un débat de haut niveau sur le thème intitulé : « Les enjeux de la lutte contre le terrorisme en Afrique dans le contexte du maintien de la paix et la sécurité internationales ».

Cette initiative trouve son fondement dans le fait que le terrorisme en Afrique occupe aujourd'hui une place importante dans l'actualité internationale et a la particularité d'être de plus en plus complexe, transnational et évolutif, avec le risque que l'Afrique devienne son épiceutre.

En cela, le terrorisme représente, sans doute, l'une des plus sérieuses menaces à la paix et à la sécurité internationales et demeure un motif d'inquiétude majeure non pas seulement pour les Etats africains, mais pour la communauté internationale dans son ensemble.

Cette question est souvent débattue au Conseil de sécurité et des résolutions, déclarations présidentielles ainsi que des déclarations à la presse ont été adoptées.

Toutefois, les débats menés, jusqu'alors, ont toujours eu un caractère bien général qui n'a pas permis de s'appesantir sur les spécificités des facteurs et conséquences du terrorisme en Afrique ainsi que les efforts régionaux et le besoin d'une assistance plus accrue de la communauté internationale.

Au moment où l'ancrage du terrorisme se fait en Afrique, notamment avec la situation dans le nord du Mali, dans la région sahélo-saharienne, au Nigéria ainsi qu'en Somalie, et devient une source de grande préoccupation, le Togo a jugé nécessaire de procéder à une revue de la situation et des réponses qui ont été, à ce jour, apportées pour y faire face.

Le débat de haut niveau sur la menace du terrorisme, centré sur l'Afrique qui a été présidé par le Chef de l'Etat togolais, a donc permis de prendre en compte les spécificités du continent pour promouvoir l'attention adéquate et la prise de conscience nécessaire afin de rectifier la vulnérabilité du continent au terrorisme.

Au demeurant, un rapport est attendu du Secrétaire général après les six (6) mois qui ont suivi l'adoption, le 13 mai 2013, de la Déclaration présidentielle du Conseil de sécurité (S/PRST/2013/5) sur la question. Ce rapport, qui devrait en principe paraître durant la seconde moitié de novembre 2013,

nitary of this strategy. For this debate allowed to examine the root causes of threats that conceals the transnational organized crime, and other factors such as poverty, porous borders, lack of resources and weak State structures, all things that can be fought against only through a regional and multidimensional approach.

As we know, the main objectives of the Strategy aim, through a regional and global approach, at finding solutions to the root causes by helping States and populations in terms of strengthening of the governance and national and regional security mechanisms, of humanitarian development as well as the long-term resilience of populations.

1.3 Togo's action with regard to the fight against terrorism in Africa

In the framework of its second term at the Security Council presidency, Togo held on May 13, 2013, a high-level debate on the topic titled: «The Challenges of the Fight against terrorism in Africa in the context of the maintenance of international peace and security».

This initiative has its basis in the fact that terrorism in Africa today plays an important role in international affairs and has the characteristics of being more complex, transnational and progressive, with the risk of Africa becoming its epicentre.

In this respect, terrorism is undoubtedly one of the most serious threats to international peace and security and remains a source of major concern not only for African States, but also for the international community as a whole.

This issue is often debated in the Security Council, and resolutions, presidential statements and statements to the press have been adopted.

However, discussions conducted hitherto have always been of a general nature, which has not allowed the actors to dwell on the distinctiveness of the factors and consequences of terrorism in Africa, as well as on regional efforts and the need for increased assistance from the international community.

At a time when terrorism is being rooted in Africa, especially with the situation in northern Mali in the Sahel-Saharan region, Nigeria as well as Somalia, and as it is becoming a source of great concern, Togo has found it necessary to conduct a review of the situation and of the solutions that have been provided, so far, in order to address it efficiently.

The high-level debate on the threat of terrorism, focusing on Africa, which was chaired by the Togolese Head of State, allowed to take into account the characteristics of the continent, in order to promote adequate attention and decision awareness necessary to rectify the continent's vulnerability to terrorism.

Moreover, a report is expected from the Secretary-General after the six (6) months following the adoption on 13 May 2013, of the Presidential Statement of the Security Council (S/PRST/2013/5) on the issue. This report, which is expected to be released during the second half of November 2013, would allow for a more coordinated monitoring of the issue, which is of paramount concern for the African Continent.

2- Togo's action with regard to the situation in West African countries on the Council's agenda

In this respect, Togo's action mainly concerned two countries, which have generated intense debate in the



Le Chef de l'Etat togolais signant le Livre d'or des Nations Unies. *The Head of State of Togo signing the guestbook of United Nations.*



© Louis Vincent

permettrait un suivi plus coordonné de cette question qui préoccupe hautement le Continent africain.

2 - L'action du Togo en ce qui concerne la situation dans les pays de l'Afrique de l'Ouest inscrits à l'agenda du Conseil

Dans ce domaine, l'action du Togo a surtout concerné les deux pays qui ont suscité le plus de débats au sein du Conseil de sécurité au cours des deux années écoulées. Il s'agit du Mali et de la Guinée-Bissau.

2.1 - Le Mali

A peine le Togo avait-il débuté son mandat au Conseil de sécurité que les groupes rebelles, notamment le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), ont lancé leurs premières attaques au nord du Mali, suivies de l'occupation de cette partie du pays par les groupes djihadistes et terroristes.

La première initiative du Togo a consisté à faire adopter, par le Conseil, une déclaration de son Président (S/PRST/2012/7) du 26 mars 2012, axée sur les questions humanitaires, mais aussi à soutenir la position du Conseil condamnant le coup d'Etat du 21 mars 2012, qui a renversé le Président Amadou Toumani Touré.

A partir de là, le Togo a soutenu, au sein du Conseil, les positions de la CEDEAO, exigeant le rétablissement de l'intégrité territoriale du Mali et le retour rapide à l'ordre constitutionnel.

Cette ligne de conduite s'est traduite régulièrement dans les faits, surtout au moment des négociations des textes relatifs à la situation au Mali, principalement les résolutions 2056(2012), 2071(2012), 2085(2012) et 2100(2013).

Il s'est agi, d'abord, d'engager le Conseil sur la voie des solutions, qui font prévaloir les principes de la Charte des Nations Unies, y compris par une action militaire. Ce faisant,

Security Council over the past two years: Mali and Guinea-Bissau.

2.1 - Mali

Hardly had Togo started its term as Chair of the UN Security Council that the rebel groups, including the National Liberation Movement of Azawad (MNLA) launched their first attacks in northern Mali, followed by occupation of this part of the country by the jihadist and terrorist groups.

Togo's first initiative was to have the Security Council adopt a presidential statement (S/PRST/2012/7) on 26 March 2012, focused on humanitarian issues, but also to support the Council's position condemning the coup of 21 March 2012, which overthrew President Amadou Toumani Touré.

From there, Togo supported within the Council, ECO-WAS positions, demanding the restoration of Mali's territorial integrity and the rapid return to constitutional order.

This policy has regularly been implemented in practice, especially when negotiating texts relating to the situation →



Les Troupes togolaises embarquant pour les opérations de maintien de la paix. *Togolese troops embarking for the operations peacekeeping*

© Louis Vincent

→ le Togo a défendu, au moment de l'adoption de la résolution 2056, la référence au Chapitre 7 de la Charte, par laquelle le Conseil a reconnu que la situation au Mali était une menace à la paix et à la sécurité régionales et internationales.

Le Togo a, ensuite, soutenu l'approche multidimensionnelle de la situation au Mali, à savoir politique, sécuritaire, humanitaire et des droits de l'homme, approche consacrée par la résolution 2100, qui crée justement la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour le Mali (MINUSMA).

Il convient de souligner qu'au regard de l'approche ci-dessus évoquée, le Togo a souvent eu à contribuer à concilier les positions fortes du Conseil avec celles des organisations africaines.

A titre d'illustration, au moment de la négociation de la résolution 2100, des divergences sont apparues, au sein du Conseil, sur le mandat à donner à la MINUSMA. La Délégation togolaise, tenant compte de la position des Organisations africaines, qui sont favorables à une force de l'ONU, robuste et offensive, avec un mandat d'attaquer, mais aussi du fait qu'au sein du Conseil, une telle position était illusoire, a œuvré pour que le mandat et les moyens de la MINUSMA lui permettent d'être efficace, compte tenu du contexte malien particulier, en soutenant le maintien de la disposition qui figure au paragraphe 16 a. i de la résolution. Celle-ci énonce que le la MINUSMA est habilitée à prendre toutes les mesures pour « écarter les menaces et prendre activement des dispositions afin d'empêcher le retour d'éléments armés dans ces zones (régions) ». Ce qui signifie qu'elle ne peut pas rester passive si les centres de populations, qu'elle est appelée à stabiliser, font l'objet d'attaques directes. Bien au contraire, elle devra « utiliser tous les moyens nécessaires » pour protéger les civils qui y résident.

2.2 - La Guinée-Bissau

Sur la Guinée-Bissau, l'on peut considérer qu'à ce jour, le pragmatisme qui a été le leitmotiv du Togo, tout au long de son mandat, a finalement eu un écho favorable au sein du Conseil qui, au départ, était, dans sa grande majorité, porté vers l'application stricte du principe du retour à l'ordre constitutionnel et de celui de tolérance zéro des coups d'État, qui, du reste, a été inventé par la CEDEAO.

Le Togo a défendu, de l'application de ces principes, une approche en tant qu'objectifs à atteindre dont les modalités de mise en œuvre doivent être empreintes de pragmatisme et de réalisme. La Délégation togolaise a ainsi soutenu les positions de la CEDEAO, en se basant sur le fait que, ni les textes de référence en la matière, ni la pratique observée par la CEDEAO, jusqu'à ce jour, dans les cas similaires à celui de la Guinée-Bissau (exemples de la Guinée et du Niger), n'ont guère conduit au retour au statu quo ante, comme l'exigeaient certains membres du Conseil.

En tant que « Penholder » sur la situation en Guinée-Bissau, le Togo a donc progressivement fait passer l'idée que la responsabilisation de ceux qui détiennent la réalité du pouvoir, doublée d'une pression de la Communauté internationale, était le moyen le plus rapide de résoudre la crise bissau-guinéenne et de permettre la tenue des élections inclusives en vue du retour à l'ordre constitutionnel dans ce pays.

Le fait que cette même approche a été soutenue par M. Ramos Horta, nouveau Représentant spécial du Secrétaire général en Guinée-Bissau, à partir de mars 2013, a eu pour effet que le Conseil soit remobilisé au sujet de la Guinée-Bissau et ait demandé aux partenaires, en vertu de la résolution 2103(2013), adoptée en mai 2013, et de la déclaration du Président du Conseil de sécurité (S/PRST/2013/19) du 9 décembre 2013,

in Mali, mainly resolutions 2056 (2012), 2071 (2012), 2085 (2012) and 2100 (2013).

First, the Council was to be set on the path to solutions, which uphold the principles of the UN Charter, including military action. In doing so, Togo defended at the time of the adoption of resolution 2056, the reference to Chapter 7 of the Charter, by which the Council recognized that the situation in Mali was a threat to regional and international peace and security.

Subsequently, Togo supported the multidimensional approach to the situation in Mali, including political, security, humanitarian and human rights approach, embodied in resolution 2100, which has quite rightly established integrated multidimensional United Nations Mission for Mali (MINUSMA).

It should be noted that under the approach discussed above, Togo has often had to help reconcile the strong position of the Security Council with the position of African organizations.

As an illustration, at the time of negotiation for resolution 2100, there were differences within the Council over the kind of mandate to give the MINUSMA. Taking into account the position of African organizations, which support a strong and offensive UN force, with a mandate to attack, but also in view of the fact that such a position, within the Security Council, was illusory, the Togolese delegation worked for a mandate and means allowing MINUSMA to be effective, given the particular Malian context, supporting the keeping of the provision contained in paragraph 16 first indent of the resolution. It states that the MINUSMA is authorized to take all measures to «remove threats and take active steps to prevent the recurrence of armed elements in these areas (regions)». This means that it cannot remain passive if the population centres, which it has the mission to stabilize, are under direct attack. Rather, it will «use all means necessary» to protect civilians living there.

2.2-Guinea-Bissau

On Guinea-Bissau, one can consider that, to date, the pragmatism that has always been Togo's leitmotif, throughout its term, has finally got a positive response within the Council, which initially was, in its vast majority, inclined towards the principle of strict application of the return to constitutional order and the zero tolerance for coups d'état, a principle which was, however, invented by ECOWAS.

Of the application of these principles, Togo defended an approach as objectives to achieve, whose modalities of implementation must be practical and realistic. The Togolese delegation supported ECOWAS's positions, based on the fact that neither the reference texts on the subject, nor the practice observed by ECOWAS, to date, in cases similar to that of Guinea-Bissau (examples of Guinea and Niger) have led to the return to the status quo ante, as required by some Security Council member States.

As the «Penholder» on the situation in Guinea-Bissau, Togo gradually passed the idea that accountability of those who hold the real power, coupled with pressure from the international community, was the fastest way to solve the crisis in Guinea-Bissau and to allow holding inclusive elections for the return to constitutional order in that country.

The fact that this same approach was supported by Mr Ramos Horta, the new Special Representative of the Secretary-General in Guinea-Bissau, from March 2013, had the effect of the Council being remobilized on Guinea-Bis-



Le Chef de l'Etat S.E.M. Faure E. GNASSINGBE et le Secrétaire Général Ban Ki-moon au Conseil de Sécurité. *The Head of State S.E.M. E. Faure GNASSINGBE and Secretary-General Ban Ki-moon to the Security Council.*

d'apporter leurs appuis techniques et financiers à ce pays pour la tenue des élections en mars 2014.

A travers ces textes, le Conseil a également reconnu le rôle primordial de la CEDEAO et a demandé aux partenaires d'apporter leurs soutiens aux actions de l'Organisation régionale, notamment dans le cadre de sa mission de sécurisation par l'ECOMIB.

Ce travail de longue haleine a parfois nécessité des initiatives, dont le Conseil de sécurité n'a pas coutume, pour faire entendre les positions de la CEDEAO. En ce sens, la Délégation togolaise a pris l'initiative de deux réunions interactives les 7 mai et 15 juin 2012, qui ont permis aux représentants de la CEDEAO d'être présents à New York pour échanger avec les membres du Conseil sur les actions menées par l'Organisation en vue de la résolution des crises en Guinée-Bissau et au Mali.

Il est important de relever que les réunions interactives semblent désormais s'inscrire dans la pratique courante du Conseil, depuis que le Togo en a pris l'initiative. Ces réunions permettent à certaines personnalités, qui ne peuvent accéder aux séances des consultations privées, une fois leur déclaration publique faite, de pouvoir échanger, de façon approfondie, avec les membres du Conseil de sécurité et de répondre à leurs questions sur le sujet à l'ordre du jour.

Pour ce qui est des trois autres pays de la sous-région ouest-africaine, la démarche du Togo, qui est sous-tendue par l'idée qu'une situation d'instabilité, qui prévaut dans un pays, rejaillit forcément sur les Etats voisins, voire toute la région concernée, a conduit la Délégation togolaise, lors de différentes négociations, à conseiller la prudence, notamment en ce qui concerne la réduction des contingents ou le retrait des Missions des Nations Unies dans ces pays.

Ce fut le cas pour la Côte d'Ivoire, avec l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), pour le Libéria, avec la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL), et pour la Sierra Leone, avec le Bureau Intégré des Nations Unies en Sierra Leone (BINUSIL).

3- La contribution du Togo dans le cadre du renforcement et de la promotion de la paix et de la sécurité en Afrique centrale et en Afrique de l'Est.

sau and asking the partners, under resolution 2103 (2013), adopted in May 2013, and the statement by the President of the Security Council (S/PRST/2013/19) of 9 December 2013, to provide technical and financial support to this country for the elections to be held in March 2014.

Through these texts, the Council also recognized the important role of ECOWAS and asked partners to provide their support to the actions of the regional organization, particularly in the context of its security mission through ECOMIB.

This long process has sometimes needed initiatives, which the Security Council is not in the habit of taking, to endorse the position of ECOWAS. In this sense, the Togolese delegation took the lead of two interactive sessions on 7 May and 15 June 2012, which allowed the ECOWAS representatives to be present in New York to discuss with the Council members on action to be taken by the Organization for the crisis resolution in Guinea-Bissau and Mali.

It is important to note that interactive meetings now seem to fit in the current practice of the Council, since Togo took the initiative. These meetings allow some individuals who cannot access private consultation sessions, once their public statement done, to be able to have extensive discussions with members of the Security Council and to answer questions on the subject on the agenda.

As regards the other three countries in the West African sub-region, Togo's approach led the Togolese Delegation, during the different negotiations, to advise caution, especially with regard to drawdown or withdrawal of military contingents of the United Nations Missions in these countries, an approach underpinned by the idea that a situation of instability prevailing in a country, necessarily reflects on the neighbouring countries, even on the concerned entire region.

This was the case for Côte d'Ivoire, with the United Nations Operation in Côte d'Ivoire (UNOCI), for Liberia, with the United Nations Mission in Liberia (UNMIL) and Sierra Leone, with the United Nations Integrated Office in Sierra Leone (UNIOSIL).

→ 3.1 - La République Démocratique du Congo (RDC)

Au sujet de l'Afrique Centrale, le Togo a été, aux côtés des autres membres du Conseil de sécurité, un acteur actif des développements positifs de la situation sécuritaire et humanitaire à l'Est de la RDC, à la faveur de l'adoption de la résolution 2098 (2013) dont il est co-auteur. Cette résolution a notamment autorisé la création de la Brigade d'intervention au sein de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation de la RDC (MONUSCO) et le recours, pour la première fois, à l'utilisation de drones dans une opération de paix des Nations Unies, pour renforcer la capacité de cette Mission. La défaite militaire du Mouvement du 23 Mars (M23) est à mettre à l'actif de cette Brigade d'intervention, tout comme les succès présentement obtenus par la MONUSCO dans sa traque des autres groupes armés, comme les Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR).

Le Togo a été l'un des défenseurs de ces innovations apportées dans le dispositif de la MONUSCO, tandis que certains membres du Conseil de sécurité avaient exprimé leur scepticisme à leur sujet.

3.2 - La République Centrafricaine

Le vent d'optimisme, qui souffle désormais sur la RDC, contraste avec la situation en République Centrafricaine, qui est plongée dans une crise dont les dimensions politiques et ethno-religieuses inquiètent l'Afrique et toute la communauté internationale. Du reste, la situation dans ce pays n'était pas reluisante et le coup de force de la Séleka, de mars 2013, n'a fait que l'aggraver, en raison des violations massives des droits de l'homme qui y sont commises quotidiennement et dont les auteurs restent impunis.

L'adoption, par le Conseil de sécurité, le 5 décembre dernier, de la résolution 2127, dont le Togo est co-auteur, et qui a sorti cette crise multidimensionnelle de l'oubli, constitue, sans nul doute, un pas décisif sur la voie du rétablissement de la paix et de la sécurité dans ce pays grâce au déploiement de la Mission Africaine de Soutien à la Centrafrique (MISCA) et à l'appui des forces françaises de l'Opération Sangaris.

3.3 - Le Soudan, le Soudan du Sud et le Darfour

En Afrique de l'Est et dans la Corne de l'Afrique, l'année 2013 a été marquée par une certaine amélioration des relations entre le Soudan et le Soudan du Sud, même si de nombreuses questions, comme le statut final de la zone d'Abeyi, qui ont pourtant fait l'objet d'accords entre les deux gouvernements, restent encore non résolues.

Les affrontements intercommunautaires, qui ont éclaté au Soudan du Sud à partir du 15 décembre 2013, risquent de saper les fondements du jeune Etat sud soudanais et d'avoir de graves répercussions sur les relations entre le Soudan et le Soudan du Sud.

Concernant le Darfour où le Togo participe à l'effort international de maintien de la paix, à travers une Unité de Police Formée, aucune avancée substantielle n'a été obtenue en dépit de nombreuses initiatives visant au règlement politique de la question, comme c'est le cas du Mécanisme tripartite Nations Unies - Union Africaine - Gouvernement soudanais

3 - The contribution of Togo in the strengthening and promotion of peace and security in Central Africa and Eastern Africa.

3.1 - The Democratic Republic of Congo (DRC)

About Central Africa, Togo was, alongside other members of the Security Council, an active player of the positive developments in the security and humanitarian situation in eastern DRC, in favour of adopting resolution 2098 (2013), of which it was a co-author. This particular resolution authorized the creation of the Intervention Brigade in the United Nations Mission for the stabilization of the DRC (MONUSCO) and the use, for the first time, of drones in a United Nations peace operation, to strengthen the capacity of this Mission. The military defeat of the March 23 Movement (M23) is attributable to the Intervention Brigade, just as the success currently achieved by MONUSCO in its hunt for other armed groups such as the Democratic Forces for the Liberation of Rwanda (FDLR).

Togo was one of the defendants of these innovations in MONUSCO's military system, while some members of the Security Council expressed their scepticism about them.

3.2 The Central African Republic

The gust of optimism, which now blows across the DRC, contrasts with the situation in the Central African Republic, which is plunged into a crisis, whose political and ethno-religious dimensions concern Africa and the entire international community. Besides, the situation in the country was not shiny and the coup by Seleka, in March 2013, only makes it worse, because of the massive human rights violations taking place there on daily basis and whose authors remain unpunished.

Adoption by the Security Council on 5 December, of the 2127 resolution, of which Togo is one of the co-authors, and which got this multidimensional crisis out of oblivion, is undoubtedly a decisive step towards the restoration of peace and security in this country, thanks to the deployment of the African Mission for Support to the Central African Republic (MISCA) and support from the French forces of the Operation Sangaris.

3.3- Sudan, South Sudan and Darfur

In East Africa and the Horn of Africa, the Year 2013 saw some improvement in relations between Sudan and South Sudan, although many issues, such as the final status of the Abyei area, which have yet been the subject of agreements between the two governments, remain unresolved.

Intercommunal clashes, which erupted in South Sudan from December 15, 2013, may undermine the foundations of the young State - South Sudan - and may have serious repercussions on the relations between Sudan and South Sudan.

Regarding Darfur, where Togo is taking part in the international peacekeeping effort, through a Formed Police Unit, no substantial progress has been achieved despite many initiatives aiming at political settlement of the issue, as is the case of the Tripartite Mechanism United Nations

En dehors
du Continent
africain, la
situation en
Syrie a été
particulièrement
marquée

Apart from the African
continent, the situation
in Syria was particularly
characterized



© Louis Vincent

qui devrait jouer pleinement son rôle en même temps que se poursuit la Stratégie de la double voie, consistant à faire avancer, de façon équilibrée, le déploiement des forces de maintien de la paix et les négociations politiques.

3.4 - La Somalie

En Somalie, d'importants progrès ont été réalisés grâce à l'action efficace de l'Union Africaine, des Nations Unies et de la communauté internationale. Les progrès dans le domaine politique ont permis que, pour la première fois en 20 ans, un gouvernement fédéral a été formé et un parlement mis sur pied. Toutefois, la situation sécuritaire reste toujours très préoccupante même si, là aussi, d'importants efforts ont été faits, avec l'appui de la Mission de l'Union Africaine en Somalie (AMISOM), qui ont permis de porter un coup dur aux Chababs qui se livrent, à présent, à un combat asymétrique.

Avec l'adoption, par le Conseil de sécurité, le 12 novembre 2013, de la résolution 2124 (2013), dont le Togo est co-auteur, et qui renforce les capacités de l'AMISOM, l'espoir est permis que la lutte contre ce groupe terroriste connaîtra d'autres succès.

4 - La situation au Moyen-Orient

4.1 - La Syrie

En dehors du Continent africain, la situation en Syrie a été particulièrement marquée par la division des membres du Conseil de sécurité, en particulier, les cinq permanents, parmi lesquels la Fédération de Russie et la Chine ont, à deux reprises, les 4 février et 19 juin 2012, fait usage du veto.

Cette situation s'est aggravée aussi bien sur les plans sécuritaire qu'humanitaire. La violence dans ce pays a culminé avec l'utilisation des armes chimiques contre les civils, le 21 août 2013, causant des centaines de morts. Le Togo a condamné fermement cet acte ignoble, et comme les autres membres du Conseil de sécurité, il a appelé à une enquête internationale pour déterminer la nature des armes chimiques utilisées.

Le Conseil de sécurité a enfin réussi à adopter, à l'unanimité, le 27 septembre 2013, la résolution 2118 (2013) qui impose

- African Union - Government of Sudan, which should fully play its role, while the dual-track strategy is being pursued, which consists in proceeding in a balanced way with the deployment of peacekeeping forces and political negotiations at the same time.

3.4 - Somalia

In Somalia, significant progress has been achieved thanks to the effective action of the African Union, the United Nations and the international community. Progress in political field has allowed for the first time in 20 years, a federal government to be formed and a parliament to be established. However, the security situation remains very serious although, also in this case, significant efforts have been made with the support of the African Union Mission in Somalia (AMISOM), which helped to strike a severe blow to the Chababs who are now engaged in an asymmetric combat.

With the adoption by the Security Council on November 12, 2013 of the resolution 2124 (2013), of which Togo is a co-author, and which strengthens the capacity of AMISOM, there is hope that the fight against this terrorist group will be more successful.

4 - The situation in the Middle East

4.1 - Syria

Apart from the African continent, the situation in Syria was particularly characterized by the division of members of the Security Council, particularly the five permanent, among which, Russia and China, which made use of the veto on two occasions, on February 4 and June 19, 2012.

This situation has become worse both in the security and humanitarian fields. Violence in this country has reached its highest point with the use of chemical weapons against civilians on August 21, 2013, causing hundreds of deaths. Togo has strongly condemned this horrible act, and like other members of the Security Council, it called for an international investigation to determine the nature of the chemical weapons used.



→ au Gouvernement syrien la mise sous contrôle international de son arsenal d'armes chimiques et sa destruction totale.

Si l'on peut se féliciter des efforts entrepris dans le cadre de la destruction des armes chimiques syriennes, l'on constate, malheureusement, que la guerre, à travers l'utilisation des armes conventionnelles plus sophistiquées, continue de faire des dizaines de victimes, des déplacés internes et des flux de réfugiés dans les pays voisins. L'appel aux parties au conflit à faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire aux populations, dans le besoin, n'est pas, non plus, entendu.

Face à ce drame qui se joue en Syrie depuis bientôt trois ans, le Togo, durant son mandat, n'a eu de cesse d'appeler les parties à abandonner la logique de la solution militaire pour privilégier la voie des négociations, avec le concours du Représentant spécial conjoint pour la Syrie, M. Lakhdar Brahimi, sur la base du Communiqué de Genève du 30 juin 2012.

Tous les regards sont désormais tournés vers la conférence de Genève II, prévue pour le 22 janvier 2014, qui devrait permettre au gouvernement et à l'opposition, dans toutes ses composantes, de s'engager sur la voie du dialogue pour sortir le pays de cette longue crise qui est en train de détruire les fondements de l'Etat syrien et tout son héritage culturel.

4.2 - Le conflit israélo-palestinien

Sur ce conflit, la mince avancée observée résulte de la reprise, le 30 juillet 2013, des négociations directes entre Israéliens et Palestiniens, interrompues depuis 2010, ceci grâce aux efforts soutenus du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

Le moins que l'on puisse dire est que le chemin de la paix entre les peuples israélien et palestinien, qui passe par les négociations directes censées baliser la voie à la mise en œuvre de la résolution 242 du Conseil de sécurité, adoptée le 22 novembre 1967, qui consacre le principe de l'existence de deux Etats, vivant côte à côte, dans la paix et dans des frontières sûres et internationalement reconnues, sera long en raison des événements sur le terrain.

Le Togo a toujours exhorté les Autorités israéliennes et palestiniennes à travailler, sans relâche, en vue d'atteindre l'objectif de l'avènement de deux Etats, vu que la paix et la sécurité de cette région et du monde entier sont, en grande partie, liées au règlement du conflit israélo-palestinien.

5- L'apport du Togo en matière de justice pénale internationale

Sur les questions liées à la justice pénale internationale, les avis formulés par la Délégation togolaise ont permis de réaliser quelques progrès s'agissant du fonctionnement, en particulier des Tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et le Rwanda (TPIR).

The Security Council finally succeeded in adopting unanimously on September 27, 2013 the resolution 2118 (2013) which requires the Syrian government to set under international control its chemical weapons arsenal and its total destruction.

If we can be proud of the efforts undertaken in the framework of the Syrian chemical weapons destruction, we can see, unfortunately that the war, through the use of more sophisticated conventional weapons, continues to do dozens of victims, IDPs and refugee flows to neighboring countries. The call on conflict parties to facilitate the delivery of humanitarian assistance to populations in need has also failed.

Faced with this tragedy going on in Syria for nearly three years, Togo, during its tenure, has been repeatedly calling on the parties to abandon the logic of a military solution to favor the path to negotiations, with the assistance of the Joint Special Representative for Syria, Lakhdar Brahimi, on the basis of the Geneva Communiqué of June 30, 2012.

All eyes are now on the Geneva Conference II, scheduled for January 22, 2014, which should allow the government and the opposition, in all its aspects, to embark on the course of dialogue to bring the country out of this long crisis that is destroying the foundations of the Syrian government and its entire cultural heritage.

4.2 - The Israeli- Palestinian conflict

The little noticeable progress about this conflict, results from the resumption of direct negotiations on July 30, 2013, between Israelis and Palestinians, suspended since 2010, thanks to the sustained efforts by the Government of the United States of America.

The least we can say is that the road to peace between the Israeli and Palestinian peoples, through direct negotiations which supposed to pave the way for the implementation of the Resolution 242 of the Security Council, adopted on November 22, 1967, which establishes the principle

of the existence of two States living side by side in peace and within secure and internationally recognized borders, will be long due to events on the ground.

Togo has consistently urged the Israeli and Palestinian authorities to work tirelessly to achieve the objective of the advent of two states, as peace and security in the region and the world are, in large part, related to the settlement of the Israeli-Palestinian conflict.

5 - The contribution of Togo in international criminal justice

On issues related to international criminal justice, the opinions expressed by the Togolese delegation led to

Sur les questions liées à la justice pénale internationale, les avis formulés par la Délégation togolaise ont permis de réaliser quelques progrès s'agissant du fonctionnement

On issues related to international criminal justice, the opinions expressed by the Togolese delegation led to some progress with regard to the operation



La contribution du Togo, en la matière, a été, pour une grande part, à la base de l'élection de M. Koffi K. AFANDE, en qualité de juge permanent au TIPIY.

6 - Observations

A l'heure du bilan, le Togo ne saurait se contenter des contributions positives ci-dessus évoquées qu'il a pu faire durant son mandat au Conseil de sécurité, dans la mesure où de nombreuses situations de crises et des conflits meurtriers continuent d'interpeller le Conseil de sécurité, en particulier en Afrique et au Moyen-Orient.

Du reste, le Chef de l'Etat togolais a justement indiqué la voie à suivre lorsqu'il déclarait, le 18 décembre 2013, devant le Corps diplomatique, que « le Togo ne manquera pas, à l'avenir, de maintenir une action diplomatique dynamique au soutien des différentes initiatives régionales et internationales visant à endiguer les problématiques sécuritaires qui compromettent sérieusement les efforts de développement de nos pays »

En effet, au regard de ce que le Conseil de sécurité a réalisé durant ces deux dernières années, le constat est qu'il aurait pu faire mieux en raison des responsabilités que lui confère la Charte des Nations Unies.

Les avancées, au demeurant louables, obtenues en 2012 et 2013, ne sauraient toutefois nous faire perdre de vue les échecs, voire l'immobilisme dont cet Organe a fait souvent montre.

S'il en a été ainsi, c'est que les Etats membres du Conseil de sécurité, en particulier les cinq permanents, n'arrivent souvent pas à s'accorder sur les décisions appropriées que le Conseil de sécurité devrait prendre, conformément à la Charte des Nations Unies, pour mettre fin aux souffrances et aux tragédies humanitaires auxquelles sont confrontées les populations dans les zones de conflit, comme en Syrie, par exemple.

La propension qu'ont certains membres du Conseil de sécurité à mettre trop souvent en avant les intérêts nationaux ainsi que les conséquences de certaines décisions, antérieurement prises, telles que l'intervention en Libye, en vertu de la résolution 1970 (2011) dont la mise en œuvre n'a pas comblé les espérances de certains Etats, justifient, pour une large part, les critiques acerbes qui sont, à juste titre, faites au Conseil.

Notre intime conviction est que le monde peut être débarrassé du fléau de la guerre, pour peu que plus d'efforts soient consentis dans la prévention et le règlement pacifique des conflits.

Ceci requiert qu'une réforme conséquente du Conseil de sécurité soit opérée pour assurer à cet Organe plus de crédibilité, à travers une représentativité plus large et plus juste.

Malheureusement, les négociations, qui ont commencé depuis 20 ans, sous l'égide de l'Assemblée Générale, ne connaissent guère d'avancée réelle. L'Assemblée Générale semble, elle aussi, gagnée par l'immobilisme.

En attendant que cette réforme ne survienne un jour, le Conseil de sécurité devrait, lui-même, se départir de son conservatisme ambiant qui rend difficile, voire impossible, toute innovation, en particulier en ce qui concerne les moyens à mettre à la disposition des missions de paix qu'il crée, l'appréciation, parfois étiquées, faite en son sein, de la disposition de la Charte relative aux « menaces à la paix et à la sécurité internationales », et le recours, souvent trop limité, qu'il fait de la prévention des conflits.

Dans ces domaines et dans bien d'autres, un véritable « aggiornamento » est plus que nécessaire pour rendre le Conseil de sécurité plus efficient et plus à même d'apporter des solutions efficaces aux crises et conflits, de plus en plus nombreux et complexes, auxquels le monde est confronté. ➤

some progress with regard to the operation, in particular the International Criminal Courts for the former Yugoslavia (ICTY) and Rwanda (ICTR).

Togo's contribution in this matter was, in large part, the basis for the election of Mr. Koffi K. AFANDE, as permanent judge of the ICTY.

6 - Observations

At the time for assessment, Togo cannot simply be content of the above mentioned positive contributions that it managed to make during its tenure in the Security Council, inasmuch as many crises situations and bloody conflicts continue to be a concern for the Security Council, particularly in Africa and in the Middle East.

Moreover, the Togolese Head of State has rightly showed the way when he said on December 18, 2013, before the Diplomatic Corps that, «Togo will not fail in the future to maintain a dynamic diplomatic action in support to various international and regional initiatives to curb security issues, which seriously undermine efforts to develop our country »

Indeed, regarding what the Security Council has achieved over the last two years, the fact is that it could have done better because of its responsibilities under the Charter of the United Nations.

The progresses, moreover commendable, achieved in 2012 and 2013, could not however prevent us from seeing failures or inaction, which this body has often shown.

If this was the case, it is that the Members States of the Security Council, in particular the five permanent members, are often unable to agree on the appropriate decisions that the Security Council should take, in accordance with the Charter of the United Nations to end the suffering and humanitarian tragedies faced by populations in conflict zones, as in Syria, for example.

The propensity of some members of the Security Council to put forward too often national interests and the consequences of certain decisions previously taken, such as the intervention in Libya, pursuant to resolution 1970 (2011), whose implementation did not meet the expectations of some States justify, to a large extent, the sharp criticism which are rightly made about the Council.

Our firm belief is that the world may be freed from the scourge of war, provided that more efforts are made in the prevention and peaceful conflict resolution.

This requires that a substantial reform of the Security Council be made to ensure that this body is more credible through a broader and fairer representation.

Unfortunately, negotiations, which began over 20 years, under the auspices of the General Assembly, have known little real progress. The General Assembly also appears, overwhelmed by inaction.

Until this reform occurs one day, the Security Council should get rid of its own current conservative climate, that makes it difficult, if not impossible, for any innovation, particularly as regards the means to be made available for peace missions it creates, the sometimes narrow and limited appreciation, made therein, the provision of the Charter on «threats to peace and security», and the use, often too limited, that it makes of the prevention of conflicts.

In these fields and in many others, a true «aggiornamento» is more than necessary to make the Council security more efficient and more able to provide effective solutions to increasingly numerous and complex crises and conflicts, that the world is facing. ➤

Les deux années de la présidence togolaise de l'UEMOA

Two years of the Togolese presidency of the UEMOA

II par le Comité de rédaction
by Editorial Committee

Au cours des deux années (2011-2013) à la tête de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), le Chef de l'Etat togolais, S.E.M. Faure E. GNASSINGBE a contribué au fonctionnement de l'institution communautaire. Des avancées significatives ont été enregistrées avec l'ouverture et la poursuite des chantiers de grandes envergures. L'essentiel de ces chantiers se résume, entre autres, à la paix et la stabilité, à la sécurité alimentaire, au financement des économies et à la crise énergétique dans l'espace UEMOA. / During two years (2011-2013) at the head of the Conference of Heads of State and Government of the Economic and Monetary Union (WAEMU), the Head of State of Togo, Faure E. SEM GNASSINGBE contributed to the functioning of the Community institutions. Significant progress has been made with the establishment and continuation of projects large sizes. Most of these projects is summarized, among others, peace and stability, food security, finance savings and energy crisis in the WAEMU.

Désigné pour un mandat d'un an renouvelable par ses pairs à la tête de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA, à l'issue de la 15^{ème} session ordinaire de cet organe tenue à Bamako, le 22 janvier 2011, le Président togolais fut reconduit en 2012 à Lomé. Sous la supervision du Président Togolais, le processus d'intégration de l'UEMOA a connu une impulsion remarquable. De grands chantiers, dans leur exécution, furent confiés à des Comités de haut niveau et présidés par des Chefs d'Etat de l'Union.

Le premier chantier dans ce cadre est celui de la paix et la sécurité dans l'espace UEMOA. Ce fut au cours de sa session extraordinaire, tenue à Lomé, le 30 mai 2011 que la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement a décidé de faire de cette question une préoccupation majeure au regard de la recrudescence, notamment dans la bande sahélo-saharienne, des attaques armées, ainsi que la prolifération des armes et de la multiplication des actes terroristes. Ce chantier fut confié à un Comité de haut niveau présidé par S.E.M. Macky SALL, Président de la République du Sénégal. La mise en œuvre de ce chantier a permis l'élaboration d'un document et d'un projet d'Acte additionnel instituant une politique commune de l'UEMOA, dans le domaine de la paix et de la sécurité.

Appointed for a term of one year, renewable by his peers at the head of the Assembly of Heads of State and Government of the WAEMU, at the end of the 15th ordinary session of that body held in Bamako, January 22 2011, the President of Togo was renewed in 2012 in Lomé. Under the supervision of the President of Togo, the process of integration of UEMOA has undergone a remarkable impulse. Major projects in execution, were entrusted with high-level committees and chaired by the Heads of State of the Union.

The first project in this context is that of peace and security in the WAEMU. It was during its extraordinary session held in Lomé, May 30, 2011 that the Conference of Heads of State and Government decided to make this issue a major concern in view of the increase, particularly in the Sahel-Saharan Africa, armed attacks, and the proliferation of weapons and the proliferation of terrorist acts. This project was entrusted to a high-level committee chaired by HE Mr. Macky Sall, President of the Republic of Senegal. The implementation of this project resulted in the development of a document and a draft Supplementary Act establishing a common policy of UEMOA, in the field of peace and security.

The second opened by the President of Togo is the site on the food situation in the WAEMU. In order to address the multiple food crises that some States of the Union, HE Faure



© Louis Vincent



Panel des Chefs d'États et de Gouvernements de l'UEMOA à la 17^{ème} Session.
Panel of Heads of State and Governments of UEMOA at the 17th Session.

Le second chantier ouvert par le Président togolais est celui portant sur la situation alimentaire dans l'espace UEMOA. Dans le but de remédier aux multiples crises alimentaires que traversent certains États de l'Union, S.E.M. Faure GNASSINGBE a mis en place, en décembre 2011, un comité de haut niveau placé sous la présidence de S.E.M. Issoufou MAHAMADOU, Président de la République du Niger. Le travail de ce Comité a permis de définir les axes stratégiques de la relance de l'agriculture. A l'initiative du Comité, les organes et institutions communautaires ont élaboré un rapport sur la situation de l'agriculture dans l'Union et les perspectives pour la réalisation de la sécurité alimentaire et du développement agricole durable, qui a été adopté par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, lors de sa session du 6 juin 2012.

Le troisième grand chantier confié à un Comité ad hoc sur l'initiative de S.E.M. Faure E. GNASSINGBE porte sur le financement des économies de l'Union. Ce Comité est placé sous la présidence de S.E.M. Alassane OUTTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire. Dans sa mission de définition de nouvelles stratégies de mobilisation des ressources financières, ce Comité a élaboré un rapport présentant des orientations assorties de mesures claires. La mise en œuvre de ces mesures permettra le relèvement du taux de l'épargne et sa canalisation vers l'investissement, ainsi que l'accroissement

Gnassingbe has set up in December 2011, a high level committee under the chairmanship of HE MAHAMADOU Issoufou , President of the Republic of Niger . The work of this Committee has identified the strategic priorities of the revival of agriculture . At the initiative of the Committee, the Community institutions and bodies have developed a report on the situation of agriculture in the EU and prospects for achieving food security and sustainable agricultural development, which was adopted by the Conference Heads of State and Government at its meeting on 6 June 2012.

The third major project entrusted to an ad hoc committee on the initiative of HE Faure E. GNASSINGBE concerns the financing of EU economies . This Committee is chaired by HE Mr. Alassane Ouattara , President of the Republic of Côte d'Ivoire. In its mission to define new strategies for mobilizing financial resources, the Committee prepared a report providing guidelines with clear measures. The implementation of these measures will increase the rate of savings and channeling to investment and increased bank loans and lower interest rates within the Union.

Togolese President has continued the implementation of the Regional Initiative for Sustainable Energy (IRED). He placed this site under the supervision of a meeting chaired by HE Dr. Boni Yayi , President of the Republic of Benin Commis- ➔

Les Chefs d'Etats et de Gouvernements de l'UEMOA au cours de l'une de leurs rencontres. *The Heads of State and Government UEMOA during one of their meetings.*



➔ des crédits bancaires et la réduction des taux d'intérêts au sein de l'Union.

Le Président Togolais a poursuivi la mise en œuvre de l'Initiative Régionale pour l'Energie Durable (IRED). Il a placé ce chantier sous la supervision d'une Commission présidée par S.E.M. Boni YAYI, Président de la République du Bénin. La mission essentielle de cette Commission est de proposer des solutions durables aux questions liées à la crise de l'énergie dans l'espace de l'Union. L'examen de l'état de mise en œuvre de cette mission a conduit, en juin 2012, la Conférence des Chefs d'Etat à définir des orientations concrètes. Leurs recommandations ont conduit les Organes et Institutions communautaires à accélérer la réalisation des projets prioritaires financés par le fonds de développement Energie et destinés à la résorption du déficit énergétique.

Par ailleurs, en dehors de l'ouverture et de l'exécution des chantiers préexistants, l'accélération des chantiers spécifiques est également à mettre à l'actif du Président Togolais à la tête de l'UEMOA. Dans ce domaine, les avancées enregistrées touchent le mécanisme de mise en œuvre des réformes au sein de l'Union, le suivi des travaux du Panel de Haut Niveau, l'institution de l'obligation de réserve des Chefs et Membres d'Institutions et d'Organes de l'UEMOA.

Parlant du mécanisme de mise en œuvre des réformes au sein de l'Institution, il est important de souligner qu'au cours de sa session de juin 2012, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement avait noté que 45% seulement des réformes adoptées étaient appliquées. C'est pour palier cette situation qu'il a été décidé d'institutionnaliser une revue annuelle des réformes dans les Etats membres de l'UEMOA, à l'occasion de rencontres placées sous la conduite des Chefs de Gouvernement. A ce jour, un projet d'Acte additionnel

sion. The essential mission of the Commission is to provide sustainable solutions to issues related to energy crisis in the Union area . The review of the status of implementation of the mission led , in June 2012, the Conference of Heads of State to define specific guidelines . Their achievement led Bodies and Community institutions to accelerate the implementation of priority projects funded by the Development Fund for Energy and the absorption of energy deficit.

Moreover , apart from the opening and implementation of existing projects , the acceleration of specific projects is also to the credit of President Togolese head of WAEMU. In this area, the progress made affect the mechanism of implementation of reforms within the Union , monitoring the work of the High Level Panel , the institution of the reserve requirement Heads and Members of Institutions and Organ WAEMU .

Speaking mechanism implementation of reforms within the institution , it is important to note that during its June 2012



Chefs d'Etats et de Gouvernements en séance de travail.
Heads of States and Governments in working session.



instituant ladite revue a été élaboré. Il sera soumis à la 17^{ème} session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

S'agissant de la question du suivi des travaux du Panel de Haut Niveau, après son exposé du rapport sur la vision 2020 de l'UEMOA, en juin 2012, la Conférence a défini des orientations devant aboutir à des réflexions sur des thèmes majeurs intéressants le processus d'intégration de l'UEMOA.

Enfin, pour ce qui concerne, l'obligation de réserve des Chefs et Membres d'Institutions et d'Organes de l'UEMOA, c'est à l'issue de la session extraordinaire tenue par la Conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement à Lomé, le 30 mai 2011, que le Président Togolais a instruit le Président de Commission de faire élaborer un instrument juridique instituant l'obligation de réserve des Chefs et Membres d'Organes et d'Institutions communautaires, par rapport aux activités politiques dans les Etats membres de l'Union. Dans cette optique, un projet d'Acte additionnel a été soumis à la Conférence qui l'a adopté lors de sa session du 6 juin 2012. L'Acte additionnel exclut la possibilité pour les Chefs et Membres d'Organes et d'Institutions communautaire d'occuper des fonctions ou d'exercer des activités de même nature, durant la période de leur mandat au sein de l'Union.

En somme, le passage du Président togolais, S.E.M. Faure E. GNASSINGBE à la tête de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'UEMOA a donné un coup de pouce à la vision des pères fondateurs de cette institution. En passant le témoin à son homologue du Bénin, S.E. Docteur Boni YAYI, lors de sa session du 24 octobre 2013 tenue à Dakar, tous les Etats membres restent convaincus que les avancées réalisées ces dernières années devront être consolidées pour le bien être des populations.

Le Président Togolais a poursuivi la mise en œuvre de l'Initiative Régionale pour l'Energie Durable

Togolese President has continued the implementation of the Regional Initiative for Sustainable Energy

session, the Conference of Heads of State and Government noted that only 45% of reforms adopted was applied. It is to overcome this situation it was decided to institutionalize an annual review of reforms in the WAEMU member states, on the occasion of meetings under the conduct of Heads of Government. To date, a draft Supplementary Act instituting the review was developed. It will be submitted to the 17th Ordinary Session of the Assembly of Heads of State and Government.

With regard to the issue of monitoring the work of the High Level Panel, after his presentation of the report on the 2020 vision of the WAEMU, in June 2012, the Conference has defined guidelines should lead to some interesting reflections on major themes the integration process of the WAEMU.

Finally, as regards the obligation to reserve Heads and Members of Institutions and Bodies of the WAEMU, it's the end of the special session of the Assembly of Heads of State and Government in Lomé, May 30, 2011, the President instructed the Togolese President of Commission to develop a legal instrument establishing the reserve requirement Heads and Members of Community institutions and bodies in relation to political activities the EU Member States. In this context, an additional draft Act was submitted to the Conference which adopted at its meeting of 6 June 2012. The Additional Act excludes the possibility for Members and Heads of Community Institutions and bodies to hold office or perform similar activities during the period of their mandate within the Union.

In sum, the passage of Togolese President, Faure E. SEM GNASSINGBE head of the Conference of Heads of State and Government of the UEMOA has given a boost to the vision of the founding fathers of this institution. Passing the baton to his counterpart from Benin, Yayi Boni Dr SE, at its meeting of 24 October 2013 in Dakar, all Member States are convinced that the progress made in recent years will be consolidated for the welfare of the people.



Pays membres de l'UEMOA / Member States of the UEMOA:

- | | | |
|-----------------|-----------------|---------|
| 1 Sénégal | 4 Côte d'Ivoire | 7 Bénin |
| 2 Guinée Bissau | 5 Burkina Faso | 8 Niger |
| 3 Mali | 6 Togo | |

Les brèves du monde

World news in brief

par le Comité de rédaction
by Editorial Committee

Les Affaires nationales et la page des relations avec l'extérieur / This column is dedicated to Domestic Matters with a section for International Relations

LA RUBRIQUE AFFAIRES INTÉRIEURES NATIONAL NEWS

Situation politique political situation

Le gouvernement, lors de la 14^{ème} Session du dialogue Togo-UE a annoncé la poursuite des réformes constitutionnelles et institutionnelles afin d'organiser des élections locales apaisées et transparentes acceptées par tous comme ce fut le cas des élections législatives du 25 juillet 2013. Il entend créer aussi un Secrétariat Permanent de la CENI. Par ailleurs, le gouvernement a réitéré sa ferme volonté de réformer la Justice et de mettre en application les recommandations de la Commission Vérité Justice et Réconciliation (CVJR). / *During the 14th Session of the Togo-EU Dialogue, the Government announced it would proceed with the constitutional reforms, which should result in peaceful and transparent local elections accepted by all, as was the case of the Legislative Elections of July 25, 2013. It also intends to establish a Permanent Secretariat of the National Independent Electoral Commission*



© Louis Vincent

(CENI). The Government, moreover, reiterated its firm commitment to reform the Legal System and to implement the Recommendations of the Truth, Justice and Reconciliation Commission (CVJR).

Une innovation a été apportée à l'Assemblée nationale, contrairement aux législatures passées, une réforme vient d'être instaurée dans l'actuelle. Il s'agit de la formation de 9 commissions permanentes au lieu de 6 comme par le passé, dont cinq dirigées par les élus du groupe parlementaire majoritaire UNIR et les autres par les députés de l'opposition. Ces Commissions sont : la Commission des lois constitutionnelles, de la Législation et de l'Administration générale, de la commission des Droits de l'Homme, de la Commission des Finances et du Développement économique, de la Commission de Agropastorale et de l'Aménagement du Territoire, de la Commission de l'Éducation et du Développement Socio-culturel, la Commission des Relations extérieures et de la Coopération, de la Commission de la Défense et de la Sécurité, de la Commission de l'Environnement et des changements climatiques, de la Commission de la Santé, de la Population et de l'Action Sociale. La mise en place de ces Commissions parlementaires permettra de bien mener les activités au sein du parlement parce qu'elles sont chargées d'étudier les différents projets de lois, protocoles et autres textes relatifs aux domaines politique, économique, environnemental et socio-culturel, avant de les soumettre en plénière pour adoption. / *An innovation has been introduced in the National Assembly with a recent reform:*

Unlike in Past Parliaments, which counted only 6 Parliamentary Committees, 9 Permanent Committees have been established, 5 of which are chaired by the Parliamentary Group of the majority, the Union for the Republic (UNIR) and the 3 others chaired by opposition MPs. These are the following:

- 1- The Committee on Constitutional Laws, Legislation and General Administration;
- 2- The Human Rights Committee;
- 3- The Finance and Economic Development Committee;
- 4- The Agro-pastoral and Country Planning Committee;
- 5- The Committee on Education and Socio-cultural Development;
- 6- The Committee on External Relations and Cooperation;
- 7- The Defense and Security Committee;
- 8- The Committee on Environment and Climate Change;
- 9- The Committee on Health, Population and Social Welfare.

Establishment of these Parliamentary Commissions will enable to better carry out parliamentary activities, because they are charged with the task of examining the various bills, protocols and other documents related to political, economic, environmental and socio-cultural fields, before submitting them to the plenary for adoption.

La Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC), pour plus de pluralisme, d'équilibre et une diversité des programmes, a procédé à Lomé, à la Signature d'une convention avec certains médias du Togo. Il s'agit d'un accord de renouvellement des autorisations d'installation



© Louis Vincent

et d'exploitation des radiodiffusions sonore et télévision privées de Lomé. / *For more pluralism, a better balance and for diversity in the programmes of the media, the High Audiovisual and Communication Authority (HAAC) signed an agreement with certain Togolese media in Lomé. This agreement is about renewal of installation and operation authorizations for privately-owned radio and television broadcasters in Lomé.*

Situation socio-culturelle socio-cultural situation

Dans la perspective de la recherche des solutions aux problèmes qui minent le monde éducatif, Le Chef de l'Etat Faure Essozimna GNASSINGBE a lancé le 28 Novembre 2013 à Lomé, les travaux du Conseil Présidentiel sur l'avenir de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche au Togo. C'était en présence du Président de l'Assemblée nationale M. Dama Dramani, des membres du gouvernement et du Corps diplomatique et d'autres personnalités. Cette concertation de trois (03) jours a pour objectif principal d'élaborer un document de référence qui retrace les grandes lignes des actions stratégiques, pour reformer tout le système universitaire. Ceci vient à point nommé à l'heure où les nouvelles technologies et les



nouvelles exigences qui veulent que l'enseignement supérieur rompe avec le système classique en s'ouvrant sur de nouveaux horizons conformes aux mutations de l'heure bref qu'il soit un moteur de développement. / *In view of addressing the problems plaguing the educational world, the Head of State Faure Essozimna GNASSINGBÉ, on November 28, 2013, launched in Lomé, the works of the Presidential Council on the Future of Higher Education and Research in Togo. It was in the presence of the President of the National Assembly Mr. Dama Dramani, members of the Government and the diplomatic corps and other dignitaries. The main objective of this 3-day consultation is to prepare a reference document, which outlines the board lines of strategic actions to reform the whole university system. This initiative is particularly timely at a time when new technologies with new requirements demand a break of higher education with merely academic education system, by opening up to new horizons in line with current changes, in short, to serve as an engine for development.*

✚ Parlant de la sécurité routière, le gouvernement lors du Conseil des Ministres du 27 novembre 2013, a rendu effective l'application du nouveau code de la route qui fait obligation aux conducteurs et aux passagers des engins à deux

roues équipés d'un moteur thermique de porter un casque pendant la circulation. Le code prévoit également l'interdiction d'utiliser le téléphone portable en pleine circulation pour les automobilistes et les conducteurs des engins à deux et trois roues. Les modalités d'application définissent les caractéristiques du casque et conditionnent désormais la vente des engins à deux roues à la livraison obligatoire d'un casque. Le port de la ceinture de sécurité pour tout occupant d'un véhicule automobile, conducteur comme passagers est aussi une obligation. / *Regarding road safety, the Government's Council of Ministers on November 27, 2013, brought into force the implementation of the new traffic law, which requires drivers and passengers of two-wheeled vehicles equipped with an internal combustion engine to wear a safety helmet when driving. The code also provides for the prohibition of cell phone use in traffic for motorists and drivers of vehicles of two and three wheels. The regulations for the implementation of this Act define the characteristics of the safety helmet and now condition the sale of two-wheelers to mandatory delivery of a safety helmet. Wearing of the seat belt for any occupant of a motor vehicle, driver as well as passengers is also compulsory.*

✚ Afin de venir à bout de la rougeole, cette maladie très

contagieuse, une campagne de vaccination a été lancée le 25 novembre 2013 pour le compte de la région maritime par le Dr Didokpo Messan Wgbémassé. Destinée aux enfants de 9 mois à 9 ans, les organisateurs de cette vaccination espèrent pouvoir en vacciner 71765 d'une part et administrer la vitamine A à 462502 enfants de 6 à 59 mois et de l'albendazole à 415.502 de 12 à 59 mois d'autre part. / *In order to overcome measles, a highly contagious disease, a vaccination campaign was launched in November 25, 2013 for the Maritime Region by Dr. Didokpo Messan Wgbémassé. This vaccination campaign targeted children of 9 months to 9 years old, and the organizers hope to vaccinate 71,765 children on one hand and to give vitamin A to 462,502 children aged 6 to 59 months and Albendazole to 415,502 children aged 12 to 59 months on the other.*

✚ Le samedi 23 novembre 2013, 09 prêtres et un diacre ont été ordonnés à Kara par Monseigneur Jacques Longa Danka. Ce fut au cours d'une messe célébrée par Monseigneur en présence de nombreux prêtres. / *On Saturday November 23, 2013, 09 priests and one deacon were ordained in Kara by Bishop Jacques Longa Danka. It was during a service celebrated by the Bishop in the presence of many priests.*

✚ Dans le cadre de la célébration de la journée internationale de la personne handicapée, le Centre National d'Appareillage Orthopédique (CNAO) a organisé 3 jours de portes ouvertes afin de faire connaître ses activités au grand public de Lomé et de ses environs et procéder à une consultation gratuite des patients ainsi qu'à une réduction de 50% sur les appareils orthopédiques. / *As part of the celebration of the International Day of Persons with Disabilities, the National Orthopedic Centre (CNAO) organized a 3-day open house, in order to make its activities known to the public of Lomé and its surroundings, and some patients were granted free consultation and others a 50% reduction on orthopedic devices.*

✚ Une maison des jeunes vient de voir le jour à Lomé. Cette maison d'une superficie de cinq hectares sera dotée d'une grande salle de réunion, des blocs de plusieurs ateliers artisanaux, de salle de théâtre de mille place, d'une salle polyvalente de cinq cent places, d'un service sanitaire, d'un aménagement sportif, d'une auberge et divers équipements. Cette œuvre a pour objectif de doter les jeunes togolais d'un cadre socio-éducatif et culturel pour leur épanouissement. / *A youth center has just been created in Lomé. This house with an area of five hectares will have a large meeting room, blocks of several craft* ➔

→ workshops, a theater of one thousand seats, and a multipurpose room of five hundred seats, a health service, sports field, a hostel and others. The aim of this work is to equip the Togolese youth with a socio-educational and cultural framework for their development.

Sur le Plan économique

Economically

✚ Le budget 2014 est équilibré en recettes et en dépenses à 832 milliards 178 millions 700 mille FCFA. En effet le Conseil des Ministres a examiné et adopté l'avant-projet de loi des finances, gestion 2014. La gestion de ce budget est axée sur la poursuite des réformes dans la dynamique de relance de la croissance économique par une mobilisation soutenue des ressources et une meilleure orientation des dépenses publiques ainsi que par le maintien de la stabilité macro-économique. Ces priorités permettront de mieux lutter contre la pauvreté, d'améliorer les recettes publiques, de relancer l'économie par l'investissement dans les secteurs porteurs de croissance et du développement. / *The 2014 budget is balanced in income and expenditure with CFA F 832 billion 178 million 700 thousand. In fact, the Government's Council of Ministers examined and adopted the draft law on 2014 Finance Act. The management of this budget is based on the continuation of reforms in the dynamics of boosting economic growth through sustained mobilization of resources and a better orientation of public expenditures, as well as maintenance of macro-economic stability. These priorities will strengthen the fight against poverty, improve revenue and boost the economy by investing in growth and development sectors.*

✚ L'Union Européenne (UE) a annoncé une aide budgétaire de 14 millions d'euros soit 9,1 milliards de francs CFA dans le cadre du soutien au gouvernement dans ses efforts de poursuite des réformes économiques et politiques. / *The European Union (EU) announced a budget support of 14 million Euros, that is to say 9.1 billion CFA Francs in the context*

of support to the Government in its efforts to pursue economic and political reforms.

LES RELATIONS AVEC L'EXTÉRIEUR

✚ Le Président Faure Essozimna GNASSINGBE prend part au Sommet sur « la paix et la sécurité » en Afrique. Le Chef de l'État togolais, Faure Essozimna GNASSINGBE toujours dans ses efforts du maintien de la paix comme en témoigne la présence de troupes togolaises dans les divers points de conflits, prend part au sommet France-Afrique dont le thème est : « la paix et la sécurité » en Afrique. Les sujets inscrits à l'ordre du jour sont entre autres la situation sécuritaire en Centrafrique, en Libye et au Nord du Mali, le problème récurrent du commerce illicite de tout genre, le terrorisme et la piraterie maritime, la question relative à la création d'une force africaine d'intervention rapide. / *President Faure Essozimna GNASSINGBE took part in the Summit on «peace and security» in Africa. The Togolese Head of State, Faure GNASSINGBE, still in his usual efforts of maintaining peace, as evidenced by the presence of Togolese troops in various areas of conflict, is taking part in the France-Africa Summit whose theme is: «Peace and security» in Africa. The topics on the agenda are among others the security situation in Central Africa, Libya and northern Mali, the recurring problem of illegal trade of all kinds, terrorism and maritime piracy, and the issue of creating an African rapid reaction force.*

Coopération

cooperation

✚ Togo/UE : 14^{ème} Session du dialogue Togo-UE. Dans le cadre du dialogue permanent entre le Togo et l'UE établi depuis mai 2008 conformément à l'article 8 de l'Accord de partenariat ACP-UE, signé le 23 juin 2000 à Cotonou, la 14^{ème} Session s'est tenue en

novembre 2013. Au cours de ce dialogue, l'UE a félicité le gouvernement togolais pour ses efforts tout en l'exhortant à poursuivre les réformes socioculturelles, économiques et politiques. Elle l'a rassuré de sa disponibilité et de sa volonté de l'accompagner dans ses efforts. / *Togo/EU: 14th Session of the Togo-EU dialogue. As part of the permanent dialogue between the EU and Togo established in May 2008 in accordance with Article 8 of the ACP-EU Partnership Agreement signed on June 23, 2000 in Cotonou, the 14th Session held in November 2013. During this dialogue, the EU commended the Togolese Government for his efforts, while urging it to pursue socio-cultural, economic and political reforms. The EU reassured the Togolese Government of its availability and willingness to support the latter in its efforts.*

✚ Togo/Allemagne : L'Allemagne vient d'octroyer une aide financière d'un montant de près de 15 milliards de FCFA. Une partie de ce fonds (11 milliards 700 millions de FCFA) sera destinée à achever les travaux de contournement de Lomé et l'autre partie (3 milliards 200 millions de FCFA) est destinée à l'appui de la bonne gouvernance dans le cadre du processus de la décentralisation. / *Togo/Germany: Germany has just awarded a financial assistance of CFA F 15 billion. Part of this funds (11 billion 700 million CFA Francs) will be allocated to the completion of the bypass road-work of Lomé and the other part (3 billion 200 million CFA Francs) is intended to support good governance in the decentralization process.*

LA PAGE INTERNATIONALE

✚ Le Sénégal : le gouvernement sénégalais a adopté un projet de loi prorogeant jusqu'au 29 juin 2014, les mandats des élus locaux issus des scrutins municipaux ruraux et régionaux de mars 2009. Selon le porte-parole du gouvernement, Abdou Latif Coulibaly, lors d'une conférence de presse, les élections prévues en mars 2014 seront officiellement reportées. Le même gouvernement a également adopté un projet de loi portant sur le code général des collectivités locales, prévoyant notamment la transformation des communautés rurales en communes, dans le cadre de la décentralisation administrative. Le Sénégal compte actuellement 14 régions, 44 départements, 133 arrondissements, 172 communes, 46 communes d'arrondissements et 385 communautés rurales. / *Senegal: The Government in Senegal has passed a bill extending to June 29, 2014 the term of office for local officials elected during the rural and regional municipal elections of March 2009. According to the government's spokesman, Mr. Abdou Latif Coulibaly, who said during a press conference, that the elections scheduled for March 2014 would be officially postponed. The same government has also passed a bill on the local communities' general code, providing for the turning of rural communities into municipalities in the context of administrative decentralization. Senegal currently has 14 regions, 44 departments, 133 Arrondissements, 172 Communes, 46 municipal districts and 385 municipalities in rural communities.*



© Louis Vincent

✚ **Afrique du Sud** : la mort de Nelson Mandela, père de la nation sud-africaine. L'ancien Président sud-africain, héros de la lutte anti-apartheid est décédé jeudi 5 décembre 2013, suite à une longue maladie, à Johannesburg à l'âge de 95 ans. Le monde entier pleure sa disparition mais au même moment célèbre la vie de ce grand homme qui, durant toute existence sur terre a lutté pour la paix, la dignité humaine et la réconciliation des peuples. C'est pour cette raison que des obsèques à l'échelle mondiale ont été organisées pour honorer sa mémoire, le mardi 10 décembre 2013. / **South Africa: The Death of Nelson Mandela, the father of the South African nation. The former South African President, the hero of the fight against apartheid passed away on Thursday, Dec. 5, 2013 in Johannesburg after a long illness. He was 95 years old. The whole world mourns his loss, and celebrates, at the same time the life of this great man who, throughout his existence on earth**

fought for peace, human dignity and reconciliation between peoples. For that reason a world-wide funeral was organized to honor his memory on Tuesday, Dec. 10, 2013.

✚ **Centrafrique** : Le Conseil de sécurité de l'ONU a donné mandat aux forces françaises pour intervenir en République Centrafricaine (RCA) afin de rétablir la paix et la sécurité, ceci en renforcement à une force panafricaine. Cette décision a été votée à l'unanimité des 15 membres du Conseil de Sécurité de l'ONU pour voler au secours d'un pays qui plongé dans un chaos et dans un engrenage de violences entre communautés depuis le renversement en mars du Président François Bozizé par une coalition hétéroclite à dominance musulmane, la Séléka. / **Central Africa: The Security Council of the UN has mandated the French forces to intervene in the Central African Republic (CAR) to restore peace and security, by strengthening the Pan-African forces. This**

decision was taken following a unanimous voting by the 15 members of the UN Security Council to rescue a country plunged in chaos and a cycle of communal violence, since the overthrow in March of former President François Bozizé by a disparate rebel coalition of Muslim dominance called "Seleka".

✚ **Etats-Unis** : la face cachée du commerce en ligne. Ces derniers temps, le commerce en ligne fait l'objet d'une couverture médiatique intense et pas vraiment élogieux. D'après une nouvelle enquête de la BBC sur les conditions de travail chez Amazon (une firme), il y a un risque accru de maladie mentale pour les salariés de la firme. Cette dernière est située à l'est de Los Angeles (Inland Empire) sur une aire urbaine de 4 millions d'habitants qui connaît la plus forte croissance industrielle du pays. Une expansion liée au boom des entrepôts, où sont stockés les biens arrivant par les ports de Los Angeles et

Long Beach avant d'être réexpédiés vers le reste du pays. Plus de 40% des importations américaines transitent par ces ports, et les trois quarts de ces produits se retrouvent à Inland Empire. / **USA: the hidden face of e-business. Lately, online business has been the subject of intense media coverage not really laudatory. According to a new survey by the BBC about the working conditions of employees of Amazon (a company), there is an increased risk of mental illness for these employees. The company is located in the east of Los Angeles (Inland Empire) in an urban area of 4 million people, which has the highest industrial growth of the country. An expansion due to the boom in warehouses, where goods are stored, arriving by the ports of Los Angeles and Long Beach, before being forwarded to the rest of the country. Over 40% of U.S. imports come through these ports, and three quarters of these products are found in Inland Empire.**



LES LOTS AUX GAGNANTS, LE BENEFICE A LA NATION ENTIERE

Tél: (00)228 22535700 / Fax: (00) 228 22513508/ BP: 895 Lomé - TOGO, 2470 Avenue de la Chance

La ligne Lomé-Paris : une relation au beau fixe

*The section Lome-Paris line:
a relationship as good as ever*

|| par le Comité de rédaction
by Editorial Committee

Le Chef de l'État togolais S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE a effectué une visite officielle du 13 au 15 novembre 2013 en France, une visite au cours de laquelle il s'est entretenu avec son homologue français S.E.M. François HOLLANDE mettant ainsi fin aux rumeurs mal fondées sur une tension entre les deux hommes.

Cette visite s'articule autour de la coopération bilatérale entre les deux pays amis notamment, dans les domaines économiques, sécuritaires et politiques.

Au plan multilatéral, cette visite a permis aux deux Chefs d'État d'échanger sur les grands sujets internationaux comme la sécurité et la paix internationales.

L'accueil chaleureux réservé au Chef de l'État togolais à l'Élysée, le 15 novembre, a offert l'occasion au Président français de reconnaître le dynamisme économique du Togo. En effet, M. François HOLLANDE a salué les efforts du Togo dans les réformes des finances publiques et du climat des affaires. Pour lui, l'économie togolaise est en bonne marche et surtout le Port autonome de Lomé qui constitue le poumon de l'économie. Il a promis à cet effet que la France accompagnera toujours le Togo dans ses efforts. Abordant les questions politiques, M. Hollande a félicité le Togo pour l'organisation des législatives du 25 juillet dernier ; élection qui s'est déroulée dans les conditions démocratiques acceptables et a exhorté le Togo à consolider davantage ces acquis démocratiques.

Pour les sujets des droits de l'homme, un pas considérable a été fait. Mais les efforts restent encore à faire notamment en ce qui concerne la justice pénale, a reconnu le Président français.

S'agissant de la question sécuritaire, la Président HOLLANDE a salué les efforts louables du Togo dans la lutte contre la piraterie dans le Golfe de Guinée, la criminalité transfrontalière, le terrorisme et le trafic de stupéfiants.

Sur les sujets internationaux, la France félicite le Togo pour son engagement ferme en ce qui concerne la paix et la sécurité internationales. Premier pays africain à envoyer ses troupes aux côtés des soldats français sur le front au Mali en vue de libérer ce pays envahi par des groupes islamistes. La présence des troupes togolaises dans d'autres pays de la sous-région ouest africaine exprime la volonté des plus hautes autorités togolaises à participer à l'enracinement de la sécurité internationale.

The Togolese Head of State, His Excellency Faure Essozimna Gnassingbé made an official visit to France from 13th to 15th November 2013, a visit during which he met with his French counterpart His Excellency Francois HOLLANDE ending a misunderstanding between the two men based on unfounded rumors.

This visit focuses on bilateral cooperation between the two friendly countries, particularly in economic, security and political fields.

At the multilateral level, the visit allowed the two Heads of State to exchange views on major international issues such as security and international peace.

The warm welcome granted to the Togolese Head of State at the Elysee Palace on November 15, provided an opportunity to the French President to recognize the economic dynamism of Togo. Indeed, François HOLLANDE commended the efforts of Togo in the reforms of public finance and business climate. According to him, the Togolese economy is well underway and especially the Autonomous Port of Lomé, which is the lifeblood of the economy. He promised for this purpose that France will always accompany Togo in its efforts. Approaching political issues, Mr. Holland congratulated Togo for the organization of legislative elections on the past July 25, which took place in acceptable democratic conditions and urged Togo to further consolidate its democratic background.

On issues of human rights, a significant step has been taken. But efforts remain to be done especially as regards criminal justice, recognized the French President.

Regarding the security issue, President HOLLANDE commended the praiseworthy efforts of Togo in the fight against piracy in Gulf of Guinea, cross-border crime, terrorism and drug trafficking.

On international issues, France congratulated Togo for its firm commitment for peace and international security. First African country to send its troops by the

French soldiers' side to the front in Mali to liberate this country overrun by Islamist groups. The presence of Togolese troops in other

© Louis Vincent



M. François HOLLANDE recevant M. Faure E. GNASSINGBE.
Mr. François HOLLANDE receiving Mr. Faure E. GNASSINGBE.

Les deux hommes d'État ont abordé aussi la question de la Centrafrique et de la Syrie. Ces échanges ont permis au Président de la République togolaise de rendre un hommage à son homologue Français non seulement pour le renforcement des relations bilatérales surtout la collaboration entre les deux pays au Conseil de Sécurité mais aussi l'engagement de la France pour les pays africains notamment l'intervention française au Mali, en Côte d'Ivoire et en Centrafrique. Le Président Faure n'a pas passé sous silence le prochain sommet France-Afrique qui se penchera sur les questions de sécurité en Afrique dont l'accent sera mis sur la lutte contre le terrorisme dans le Sahel et la lutte contre les activités illicites dans le Golfe de Guinée.

Il faut tout simplement retenir que cette visite officielle fut véritablement une opportunité de renforcement de la sécurité maritime et d'attraction d'investissements au Togo.

La visite du Chef de l'État, le 14 novembre au chantier naval de Lorient où deux patrouilleurs commandés par le Togo sont en construction et au centre opérationnel de la Marine de Brest et les diverses audiences accordées aux hommes d'affaires français sont autant d'éléments qui permettent d'affirmer que c'est une visite diplomatique au service du développement. La sécurité maritime est une condition pour les navires marchands à accoster dans nos ports.

L'évidence aujourd'hui est que le Togo attache une importance à la sécurité des personnes et des biens, favorisant du coup un climat des affaires favorable aux investissements nationaux et étrangers.

countries in the sub region of West Africa expresses the will of the highest Togolese authorities to participate in the entrenchment of international security.

The two statesmen have also discussed on the issue of the Central African Republic and Syria. These exchanges have enabled the President of the Togolese Republic to pay tribute to his French counterpart not only for strengthening bilateral relations especially on the collaboration between the two countries in the Security Council but also the commitment of France for African countries including French intervention in Mali, Cote d'Ivoire and the Central African Republic. President Faure did not pass over the next France -Africa summit which will focus on security issues in Africa of which will emphasize on the fight against terrorism in the Sahel and illegal activities in the Gulf of Guinea.

We must simply remember that this official visit was truly an opportunity to strengthen maritime security and attract investment in Togo.

This visit of the Head of State, on November 14 at the shipyard in Lorient where two patrol crafts commanded by Togo are under construction in the operational centre of Brest Navy and diverse audiences granted to French businessmen are as much elements that allow to assert that this is a diplomatic visit to development. Maritime security is a prerequisite for merchant ships to dock in our ports.

The evidence today is that Togo attaches importance to the safety of persons and property, thereby promoting business climate conducive to domestic and foreign investment.

Vers l'institution d'une force africaine d'intervention rapide

Towards the creation of an african rapid standby force

Le sommet France-Afrique s'est tenu les 06 au 07 décembre 2013 à Paris avec la participation de 53 délégations des pays africains et de la France. Les discussions ont porté sur trois thèmes majeurs : la paix et la sécurité ; le partenariat économique et le développement ; et le changement climatique.

Mais la thématique de la paix et de la sécurité a plus retenu l'attention des participants à ce sommet au rang desquels le Chef de l'Etat togolais S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE.

En effet La question de la paix et de la sécurité est indissociable de celle du développement. Aucun développement n'est possible sans la paix. Il n'y a pas de paix et de sécurité sans le respect des Droits de l'Homme, sans la justice et sans la bonne gouvernance. C'est dans cet esprit de garanti, de protection et de promotion des Droits de l'Homme, de la justice et de la bonne gouvernance que les différentes délégations ont réaffirmé leur attachement aux buts et principes de la Charte des Nations Unies et de l'Acte constitutif de l'Union Africaine.

Par ailleurs, le phénomène du terrorisme, du trafic de la drogue a été abordé. Le Togo comme les autres pays africains se sont engagés à lutter sans relâche contre ces phénomènes qui sont sources d'insécurité et d'instabilité du continent africain voire du monde entier.

En effet, la production et la commercialisation de la drogue alimentent des terroristes, des groupes rebelles et les circuits de corruption qui constituent une menace pour la paix et la sécurité en Afrique et dans le monde.

En outre, la piraterie dans le Golfe de Guinée et la circulation des armes en Afrique constituent également une menace pour la stabilité et la quiétude du continent. La commercialisation des armes à des groupes terroristes ou à des rebellions permet à ces derniers de déstabiliser les Etats ou de prendre en otage des personnes. Aujourd'hui, le développement du continent noir s'impose, et pour y parvenir il est question d'envisager des solutions aux problèmes de paix et de sécurité en trouvant des remèdes aux maux qui sont à l'origine de l'instabilité et de l'insécurité.

C'est pourquoi le Sommet de l'Elysée préconise plusieurs approches de solutions.

Il s'agit d'abord, pour les Etats africains de promouvoir et de protéger les droits de l'Homme et d'assurer la bonne gouvernance et la justice.

Il faut ensuite endiguer la production, la transformation, la consommation et la commercialisation de drogues sur le continent, lutter contre les flux financiers illicites connexes et renforcer la coopération judiciaire et sécuritaire à cette fin. Ces efforts de lutte contre le terrorisme et le crime transnational doivent être accompagnés d'une implication accrue des organisations inter-

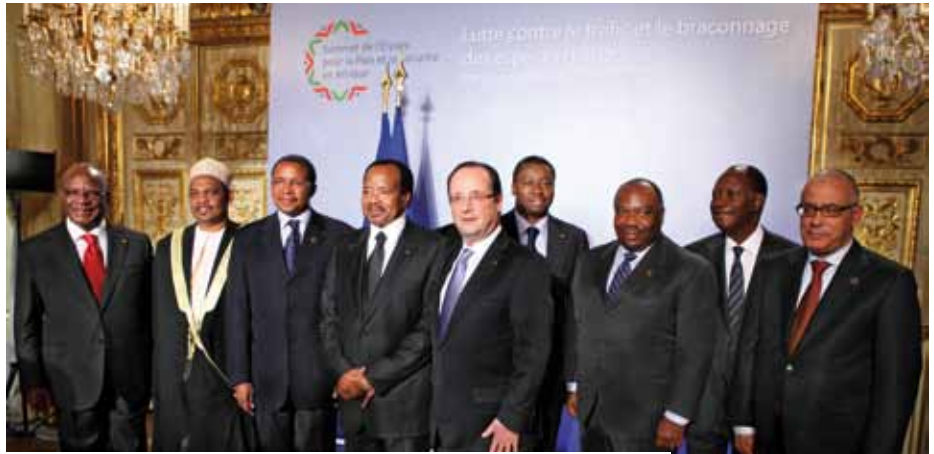


Photo de famille au Sommet de l'Elysée sur la paix et la sécurité en Afrique.
Family portrait at the Elysée Summit on Peace and Security in Africa.

© Louis Vincent

The France -Africa Summit was held from 6 to 7 December 2013 in Paris with the participation of 53 delegations from African countries and France. Discussions focused on three major themes: peace and security, economic partnership and development, and climate change.

However the theme of peace and security has attracted more attention of participants to this summit among which the Togolese Head of State H. E. Faure GNASSINGBE.

Indeed the issue of peace and security is inseparable from that of development. No development is possible without peace. There is no peace and security without respect for human rights, justice and good governance. It is in this spirit of guarantee, of protection and promotion of Human Rights, justice and good governance that the various delegations reaffirmed their commitment to the purposes and principles of the Charter of the United Nations and the constitutive Act of the African Union.

Moreover, the phenomenon of terrorism, drug trafficking was discussed. Togo, like other African countries have pledged to fight relentlessly against these phenomena, which are sources of insecurity and instability in Africa if not the world.

Indeed, the production and marketing drug fuel (feed) terrorists, rebel groups and networks of corruption that constitute a threat to peace and security in Africa and the world.

In addition, piracy in the Gulf of Guinea and the circulation of arms in Africa also constitute a threat to stability and peace of the continent. Marketing weapons to terrorist groups or rebellions allows them to destabilize States or take people hostage. Today, the development of the black continent is in the way of imposing, and to achieve this it comes up to envisage solutions to the problems of peace and security in finding cures for ailments that are causing instability and insecurity.

Reason why the Elysée Summit recommends various options to resolve the problems.

This is first, for African States to promote and protect human rights and ensure good governance and justice.



union togolaise de banque

un Dense Réseau de correspondants étrangers à votre service

Votre Satisfaction fait notre Réputation



Crédit assurance – Souscription

Partenariat avec les compagnies d'assurances

Pour tous les types d'assurances

Auto - Moto - Garantie Protection Familiale -
Vie - Santé - Maisons - Magasins -
Import - Export - Garantie Homme Clé -
Parcs automobiles -
Etablissements scolaires -
Centres hospitaliers...

Pour tout le monde

Particuliers - Entreprises -
Clients UTB - Non clients

DEUX MODES D'ACCÈS
pour UN GRAND RACCOURCI vers votre compte.
Directement et en temps réel glissez-vous au plus près de vos finances.

utb e.box



Nos cartes Bancaires

**GIM UEMOA
VISA**



Nos cartes Bancaires

PREPAYEES



Service Clientèle : Tél 22 21 84 42
Fiable, Rapide et Sûr

**WESTERN
UNION WU**

moving money for better

SIÈGE SOCIAL / DIRECTION GENERALE

Lomé Nyékonakpoè Boulevard du 13 Janvier

BP 359 Lomé – TOGO Tél : 22 23 43 00 / 01 / 22 23 44 00 Fax : 22 21 22 06

E-mail : utbsdg@utb.tg site web : www.utb.tg

➔ nationales, sous-régionales et régionales et un accent doit être mis sur la formation et l'échange de renseignements.

Enfin, pour lutter contre la piraterie et la circulation des armes, les dirigeants du continent noir doivent signer et ratifier dans les meilleurs délais le traité sur le commerce des armes et doivent poursuivre leurs efforts et améliorer la coopération régionale dans la lutte contre la piraterie. Cette coopération passe par la combinaison de leurs moyens d'action et une offre de formation efficace aux acteurs opérants sur la mer.

Cependant, il faut souligner que malgré les efforts consentis pour éradiquer les phénomènes du terrorisme, de la piraterie et du trafic des stupéfiants, ceux-ci resurgissent périodiquement. Alors pour y faire face, il est aujourd'hui nécessaire de rendre effectif et opérationnel la force africaine en attente d'intervention rapide et immédiate lorsque la paix et la sécurité sont menacées dans un coin de l'Afrique et voire du monde.

Le Togo, comme la France qui s'est déjà engagée à soutenir l'Union Africaine dans ce projet par la formation des soldats et l'équipement de cette force, entend jouer aussi un rôle pas le moindre dans l'opérationnalité de cette force.

A cet effet, le Togo compte renforcer son système de sécurité et apporter toujours son soutien à la communauté internationale lorsque la paix et la sécurité internationales, sous-régionales ou régionales sont remises en cause. Pour y parvenir, le Togo à l'instar des autres pays africains a besoin d'un accompagnement de ses partenaires bilatéraux, multilatéraux traditionnels ou de nouvelles volontés qui désirent l'amitié du Togo et surtout des Organisations non gouvernementales qui œuvrent dans un domaine qui concourt à la paix et à la sécurité.

L'effectivité de cette éventuelle force africaine permettra à l'Afrique de prendre son destin en main et de contribuer ainsi à la préservation de la paix et de la sécurité internationales. A ce stade, il est impérieux de renforcer aujourd'hui la place de l'Afrique au Conseil de Sécurité des Nations Unies en lui octroyant un siège permanent, tout en préservant sa capacité à maintenir la paix et la sécurité internationales, au bénéfice de la sécurité collective conformément à la Charte des Nations Unies. C'est ainsi que l'Afrique pourra connaître un développement durable basé sur une stabilité et une quiétude solides et enracinées à l'intérieur de ses frontières et au-delà. ➔

They must then curtail the production, the processing, the consumption and the marketing of drugs on the continent, fight against related illicit financial flows and enhance judicial and security cooperation to this end. These efforts to fight against terrorism and transnational crime must be accompanied by greater involvement of international, sub- regional and regional organizations and emphasis should be on training and exchange of information.

Finally, to fight against piracy and the movement of weapons, leaders of the continent should sign and ratify as soon as possible the Treaty on the arms trade and must pursue their efforts and enhance regional cooperation in the fight against piracy. This cooperation involves the combination of their means of action and an effective training for actors operating in the sea.

However, it should be underscored that despite efforts to eradicate all forms of terrorism, piracy and drug trafficking, they reappear periodically. So to address such phenomena, it is now necessary to make effective and operational an African Rapid and immediate Standby Force when peace and security are threatened in a corner of Africa and even in the world .

Togo, like France, which is already committed to support the African Union in this project by training soldiers and equipping this force, expected also play a role not least in the operational capability of this force.

To this end, Togo intends to strengthen its security system and still provide support to the international community when the international, sub- regional or regional peace and security are challenged. In order to achieve this, the Togo like the other African countries needs support from bilateral, traditional multilateral partners or new friends who desirous of Togo friendship and especially non-governmental organizations working in a field that contributes to peace and security.

The effectiveness of this potential African force will enable Africa to take its destiny in hand and thus contribute to the preservation of peace and international security. At this stage, it is imperative to strengthen today the place of Africa to the Security Council of the United Nations in granting a permanent seat, while preserving its ability to maintain international peace and security, for the benefit of collective security under the United Nations Charter. This is how Africa can experience a sustainable development based on stability and solid peace and rooted in its internal borders and beyond. ➔

Le Sommet Afrique-Monde Arabe

par le Comité de rédaction
by Editorial Committee ||

The Africa-Arab World Summit

Le troisième Sommet Afrique-Monde arabe s'est tenu à Koweït city (État de Koweït), du 14 au 20 novembre 2013. Le respect du calendrier confirme la ferme conviction d'accélérer une coopération fructueuse entre les deux parties pour répondre aux attentes de leurs peuples. Placé sous le thème « Partenaires dans le développement et l'investissement », ce troisième Sommet marque une étape importante dans l'essor de la coopération afro-arabe. Présidé par Son Altesse Sheikh Saba Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, Emir de l'État du Koweït et S.EM. Hailemariam Dessalegn, Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, le Sommet a fait le bilan, a mi-parcours, du Plan d'action conjoint afro-arabe 2011-2016 et adopté plusieurs résolutions. Mais le document le plus important de ce troisième Sommet reste la Déclaration de Koweït City qui appelle au renforcement de la coopération entre l'Afrique et le monde arabe dans tous les domaines, notamment les échanges, les investissements et le resserrement des relations diplomatiques. / *The third Africa-Arab World Summit held in Kuwait City (State of Kuwait), from 14 to 20 November 2013. The respect of the schedule confirms the firm conviction to accelerate a fruitful cooperation between the two parties to meet the aspirations of their peoples. Under the theme «Partners in the development and investment,» the third Summit marks a milestone in the development of Afro-Arab cooperation. Chaired by His Highness Sheikh Saba Al -Ahmad Al -Jaber Al -Sabah, Emir of the State of Kuwait, His Eminence Hailemariam Dessalegn, Prime Minister of the Federal Democratic Republic of Ethiopia , the Summit took stock , to set route, the Afro-Arab Joint Action Plan 2011-2016 and adopted several resolutions . But the most important document of the Third Summit remains the Kuwait City Declaration which calls for increased cooperation between Africa and the Arab world in all areas, including trade, investment and closer diplomatic relations.*



Ainsi, concernant les aspects économiques, les dirigeants africains et arabes ont convenu de créer les conditions nécessaires pour favoriser et faciliter l'investissement dans leurs régions. Aussi ont-ils réaffirmé la nécessité d'augmenter le volume des échanges et les flux d'investissement entre les deux régions, et d'appuyer les initiatives en cours en faveur du développement industriel, afin de lutter contre la pauvreté et de créer des emplois pour les jeunes. Toujours dans le domaine économique, ils ont décidé de renforcer la coopération et faciliter l'investissement dans le développement de l'énergie, afin de développer conjointement les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, et d'améliorer l'accès aux services énergétiques modernes, fiables et abordables dans les deux régions. Les institutions financières africaines et arabes et d'autres sont invitées à appuyer l'accélération du commerce interrégional Afrique-Monde arabe, conformément au Plan d'action conjoint 2011-2016 de l'Union Africaine et de la Ligue des États Arabes.

La déclaration met aussi en exergue la volonté des dirigeants africains et arabes de renforcer la coopération concernant le développement rural, le développement agricole et la sécurité alimentaire. Les dirigeants des pays de la Ligue arabe et de l'Union africaine n'ont pas omis de mettre en évidence leur envie de mieux coopérer dans les domaines des infrastructures et de l'éducation.

En ce qui concerne la diplomatie, ils se sont engagés à promouvoir la coopération Sud-Sud, entre l'Afrique et le monde arabe, et à établir des relations plus étroites entre les gouvernements et les peuples des deux régions, par le biais de visites et de consultations fréquentes à tous les niveaux. Le texte de la Déclaration souligne par ailleurs leur souci de renforcer les relations diplomatiques et consulaires entre les pays africains et les pays arabes, par des consultations régulières entre les missions diplomatiques, auprès des Nations unies et d'autres organisations régionales et internationales en vue d'harmoniser les positions et, le cas échéant, élaborer des politiques d'intérêt mutuel. Les dirigeants ont ainsi décidé de coordonner leurs positions dans les négociations multilatérales afin de parvenir à des résultats équilibrés à la neuvième conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Ils ont aussi réaffirmé leur ferme engagement pour une réforme globale du système des Nations unies, en particulier du Conseil de sécurité, afin qu'il reflète les réalités internationales actuelles et soit plus représentatif et équilibré, plus démocratique, plus efficace et équitable. Ils ont promis de coordonner leur position à cet égard.

Au regard de ces décisions, il est notoire que la coopération afro-arabe est désormais axée sur l'économie et bien entendu la diplomatie. Ce qui suppose que les deux régions veulent mettre à profit leurs avantages comparatifs qui ne sont en fait qu'une complémentarité. En fait, dans le secteur de l'économie par exemple, l'Afrique et le Monde arabe doivent coopérer car, la première dispose de potentialités en termes de ressources humaines essentiellement jeunes, naturelles en abondance, de vastes terres arables, etc. et le second possède des ressources financières suffisantes. La coopération



Le Chef de l'Etat togolais en présence des Autorités Koweïtiennes.
The Togolese Head of State with Kuwaiti Authorities.

© Louis Vincent

Thus, on economic aspects, African and Arab leaders agreed to create necessary conditions to promote and facilitate investment in their regions. They also reaffirmed the need to increase the volume of trade and investment flows between the two regions, and support the ongoing initiatives for industrial development, in order to fight against poverty and create jobs for young people. Also in the economic field, they decided to enhance cooperation and facilitate investment in energy development, to jointly develop new and renewable energy sources, and improve access to modern energy services, reliable and affordable in both regions. African and Arab financial institutions and others are invited to support the acceleration of inter-regional Africa-Arab World trade in accordance with the Joint Action Plan 2011-2016 of the African Union and the League of Arab States.

The statement also highlights the commitment of African and Arab leaders to strengthen cooperation on rural development, agricultural development and food security. The leaders of the Arab League and the African Union did not fail to highlight their desire to improve cooperation in the fields of infrastructure and education.

Regarding diplomacy, they are committed to promoting South-South cooperation between Africa and the Arab world, and to establish closer relations between the governments and peoples of the two regions, through visits and frequent consultations at all levels. The text of the Declaration further stressed their desire to strengthen diplomatic and consular relations between African and Arab countries, through regular consultations between diplomatic missions to the United Nations and other regional and international organizations in order to harmonize positions and, where appropriate, develop policies of mutual interest. The leaders have decided to coordinate their positions in multilateral negotiations to achieve balanced results at the Ninth Ministerial Conference of the World Trade Organization (WTO). They also reaffirmed their commitment to a comprehensive reform of the UN system, in particular the Security Council to reflect current international realities and be more representative and balanced, more democratic, more efficient and equitable. They promised to coordinate their position in this regard.

In light of these decisions, it is known that the Afro-Arab cooperation is now focused on the economy and of course on diplomacy. This implies that both regions want to leverage their comparative advantages which are in fact a com- ➔

→ économique et financière entre les deux régions s'avère donc une nécessité.

Le Togo a pris une part active au Sommet de Koweït City. Il a été représenté au plus haut niveau par S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République. Déjà au niveau ministériel, le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération S.E.M. Robert DUSSEY a assisté au Conseil conjoint des Ministres des Affaires étrangères dans le cadre des préparatifs du troisième Sommet Afrique-Monde arabe. Le Togo qui s'est résolument engagé dans un processus de modernisation de son économie peut espérer beaucoup des investissements arabes après ce troisième Sommet.

En effet, la coopération afro-arabe est une opportunité pour le Togo. Dans la perspective de la mise en valeur de ses potentialités minières et agricoles et de ses projets de construction des infrastructures de transport modernes, le Togo pourra bénéficier, non seulement de l'expertise mais aussi des financements des pays arabes.

Pour ce faire, le Togo va aller au-delà du cadre de coopération défini par le Sommet Afrique-Monde arabe et initier un partenariat avec les pays du Golfe. En effet, en dehors de la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique (BADEA), la plupart de ces pays (Koweït, Émirats Arabes Unis, Arabie Saoudite, Qatar) disposent d'un fonds de développement. Il s'agira donc de négocier des accords de financement permettant à notre pays de soumettre des projets en vue de leur financement par ces différents fonds.

Il convient sans nul doute de rappeler que les Sommets Afrique-Monde arabe ont été institués à partir des années 1970 et le premier a eu lieu au Caire en Égypte, du 07 au 09 mars 1977. Ce Sommet qui a marqué le point de départ de la coopération afro-arabe, adopta quatre documents, à savoir : la Déclaration du Caire, le Programme de coopération afro-arabe, la Coopération économique et financière afro-arabe et la Mise en œuvre de la coopération afro-arabe. Ces documents témoignent d'une réelle volonté des deux régions de coopérer. Selon les clauses de cette Conférence inaugurale, les Sommets Afrique Monde-arabe devraient se tenir tous les trois ans. Cependant, les décisions de cette grande messe entre les Africains et les Arabes sont restées lettres mortes. Aussi le principe des trois ans, dans le cadre de ces rencontres, ne fut-il jamais respecté. Il a fallu attendre trente-trois ans, soit 2010 pour raviver la flamme de la coopération afro-arabe. En effet, le second Sommet afro-arabe s'est tenu à Syrte en Libye, le 10 octobre 2010 sous le thème « Vers un partenariat stratégique afro-arabe ». En rapport avec le thème, le second Sommet a adopté des Documents qui vont désormais orienter les relations afro-arabes. Ce sont : la Stratégie du partenariat afro-arabe, le Plan d'action conjoint afro-arabe 2011-2016 et la Déclaration de Syrte qui résume les principales orientations des deux parties et leur position commune vis-à-vis de certaines questions internationales.

L'histoire des relations afro-arabes remonte à des millénaires à travers les migrations, les campagnes de réinstallation et l'influence mutuelles entre les peuples et les royaumes de la péninsule arabique et l'Afrique orientale. Mais ces relations se sont accrues avec l'expansion de l'islam à partir du VII^{ème} siècle et surtout par le biais du commerce caravanier à travers le Maghreb et le Sahara entre le VII^{ème} et le XVI^{ème} siècle. En effet, la proximité géographique de l'Afrique d'une part et du Proche et du Moyen Orient d'autre part sont des facteurs déterminants des relations afro-arabes. Si la compassion, la solidarité et l'entraide humaine sont des relations innées entre les êtres humains, la coopération afro-arabe deviendrait donc un devoir, voire une obligation.

plementarity. In fact, in the sector of economy for example, Africa and the Arab world must cooperate because the first has potential in terms of human resources essentially young, natural resources in abundance, vast arable land, etc. ... and the second has sufficient financial resources. Therefore, the economic and financial cooperation between the two regions appears a necessity.

Togo has taken an active part in the Summit of Kuwait City. It was represented at the highest level by H.E.M Faure Essozimna GNASSINGBE, President of the Republic. By then at the ministerial level, the Minister of Foreign Affairs and Cooperation H.E Mr. Robert Dussey attended the Joint Council of Foreign Ministers as part of the preparation for the third Africa-Arab World Summit. Togo, which is firmly committed to a process of modernizing its economy, can expect a lot of Arab investments after this Third Summit.

Indeed, the Afro-Arab cooperation is an opportunity for Togo. In view of the development of its mineral and agricultural potential and its construction projects of modern transport infrastructure, Togo will benefit not only the expertise but also funding from Arab countries.

To do this, Togo will go beyond the cooperation framework defined by the Africa-Arab World Summit and initiate a partnership with the Gulf countries. Indeed, apart from the Arab Bank for Economic Development in Africa (BADEA), most of these countries (Kuwait, UAE, Saudi Arabia, and Qatar) have a development fund. We must therefore negotiate funding agreements for our country to submit projects for funding by these various funds.

It should undoubtedly be remembered that the Summits of Africa-Arab World have been established from the 1970s and the first took place in Cairo, Egypt, from 7 to 9 March 1977. The Summit which marked the starting point of the Afro-Arab Cooperation, adopted four documents, namely the Cairo Declaration, the Afro-Arab Cooperation Program, the economic and financial Afro-Arab Cooperation and the Implementation of the Afro-Arab Cooperation. These documents show a real willingness of both regions to cooperate. Under the terms of this inaugural conference, the Africa-Arab World Summit should be held every three years. However, decisions of this great mass between Africans and Arabs have gone unheeded. As the principle of three years, as part of these meetings, was never respected. It took thirty-three years, that is, in 2010 to rekindle the flame of the Afro-Arab cooperation. Indeed, the second Afro-Arab Summit held in Sirte, Libya, 10 October 2010 under the theme «Towards a Strategic Afro-Arab partnership.» In connection with the theme, the second Summit adopted documents that will now guide Afro-Arab relations. These are: the Strategy of Afro-Arab partnership, the Afro-Arab Joint Action Plan 2011-2016 and the Sirte Declaration which summarizes the main lines of both parties and their common position vis-à-vis some international issues.

The history of Afro-Arab relations dates back millennia through migration, resettlement campaigns and mutual influence between the peoples and the kingdoms of the Arabian Peninsula and East Africa. But these relationships have increased with the expansion of Islam from the seventh century, and especially through the caravan trade across the Maghreb and the Sahara between the seventh and the sixteenth century. Indeed, the geographical proximity of Africa on the one hand and the near and Middle East on the other hand are determinants of Afro-Arab relations. If compassion, solidarity and human support are innate relationships between human beings, the Afro-Arab cooperation would therefore become a duty or an obligation.

La Réponse de Son Excellence Monsieur le Président de la République cérémonie de présentation des vœux par le Corps Diplomatique accrédité au Togo

Response of His Excellency the President of the Republic on the occasion of the Ceremony of Presentation of new year wishes by the Diplomatic Corps accredited to Togo

Le Président de la République répondant aux vœux du Corps diplomatique et consulaire. En arrière plan (de droite à gauche) : le Ministre d'Etat M. SOLITOKI, les Ministres Mme DOGBE, M. BAWARA, M. DUSSEY et le Secrétaire Général de la Présidence M. TEVI-BENISSAN. *The President of the Republic meets the wishes of the Diplomatic and Consular Corps. In the background (from right to left.): Minister of State Mr. Solitoki, Ministers Mrs. DOGBE, Mr. Bawara, Mr. Dussey and the Secretary General of the Presidency Mr. TEVI-BENISSAN.*



© Louis Vincent

*Mesdames et Messieurs les membres du gouvernement,
Monsieur le doyen du corps diplomatique,
Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs et Monsieur le
Nonce apostolique,
Mesdames et Messieurs les représentants des institutions et
organisations internationales,
Honorables membres du corps diplomatique accrédité au
Togo,
Mesdames et Messieurs,*

Je voudrais avant toute chose, souhaiter la plus cordiale bienvenue en ces lieux à toutes et à tous, et vous remercier, Monsieur le doyen du corps diplomatique, pour les mots si aimables et chaleureux, que vous avez eus à l'endroit du peuple togolais à travers ma personne.

En cette occasion où la solidarité entre les nations est notre partage, permettez que je me réfère encore au très regretté Nelson Mandela, dont l'héritage marquera à jamais notre histoire. Il y a quelques jours, l'hommage de la planète à l'un de ses plus grands fils a rapproché, ne serait-ce qu'un court instant, des pays ou des hommes longtemps opposés. Réunis autour d'une forte émotion commune, les différences se sont effacées, au profit de valeurs universelles de paix, de justice et de liberté. Son héritage nous engage à persévérer afin que l'action internationale, dans une démarche concertée et constructive se fonde sur ces valeurs communes.

*Distinguished members of the government,
Mr. Dean of the Diplomatic Corps,
Distinguished Ambassadors and Apostolic Nuncio
Distinguished representatives of international institutions and organizations,
Distinguished members of the diplomatic corps accredited to Togo,
Ladies and Gentlemen,*

I would, first of all, like to extend to all the most cordial welcome to this place, and to thank you, Mr. Dean of the diplomatic corps, for such friendly and warm words toward the Togolese People through me.

On this occasion, where solidarity among nations is our sharing, let me refer once again to the late and greatly mourned Nelson Mandela, whose legacy will forever mark our history. A few days ago, a global tribute to one of the world's greatest sons, brought together, even if it was only for a short while, countries or people long opposed to one another. Gathered around a strong common emotion, the differences faded away and gave way to universal values of peace, justice and freedom. His legacy urges us to persevere, so as to base international action on these common values, in a collaborative and constructive approach.

As the stakeholders in an increasingly interdependent community, where borders gradually disappear in front of →

→ Acteurs d'une communauté de plus en plus interdépendante, où les frontières s'effacent progressivement devant nos liens historiques, économiques, politiques et humains, notre salut réside, ainsi que j'ai pu le souligner il y a un an en ces mêmes lieux, dans une mondialisation à visage humain. Car nous partageons tous les mêmes aspirations de progrès pour nos sociétés, et cela nous pouvons, nous devons le réaliser ensemble. Comme l'a si justement dit Nelson Mandela, il y a bientôt 20 ans, «Aucun de nous, en agissant seul, ne peut atteindre le succès».

**Monsieur le doyen du corps diplomatique,
Chers amis du Togo,**

Je voudrais à cet égard saluer votre engagement auprès de la République togolaise et vous exprimer notre admiration pour le dévouement et le professionnalisme qui ont marqué votre action diplomatique et vos interventions sectorielles, dans le contexte d'une année 2013 dont l'actualité fut riche en événements et en défis.

Durant les mois écoulés, le Togo a poursuivi sous vos yeux sa marche vers la consolidation de l'Etat de droit et le développement économique et social. Si toutes les attentes, au demeurant fort légitimes n'ont pu être satisfaites, l'année aura été marquée par des avancées qui méritent d'être rappelées à l'heure de la rétrospective.

Au nombre de celles-ci, l'organisation il y a quelques mois, d'élections législatives transparentes et sans violence. [Vous avez eu l'amabilité de mentionner la réussite de ce scrutin, et, en vous en remerciant,] je souhaite saisir cette opportunité pour exprimer notre gratitude à tous nos partenaires pour leur concours précieux aux différentes étapes de ce processus.

En affermissant ainsi sa stabilité et sa maturité au plan politique, je suis confiant que notre pays favorise les conditions de la poursuite, dans le cadre institutionnel le plus pertinent, des réformes nécessaires à la consolidation des progrès réalisés. En effet, le renforcement de la charpente politique ne trouve son vrai sens que lorsqu'il participe de la promotion d'un développement durable, synonyme de mieux-être pour nos populations.

C'est animés de cette conviction que nous avons, en 2013, résolument engagé la mise en œuvre de la stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE) avec des programmes d'actions prioritaires ciblés, pour une croissance économique soutenue et une répartition inclusive de ses bénéfices.

Au plan de l'amélioration de la gouvernance économique, la conformité à l'initiative pour la transparence des industries extractives à laquelle nous sommes parvenus depuis le mois de mai est tout à la fois un signal encourageant et une incitation à maintenir le cap des réformes.

**Monsieur le doyen du corps diplomatique,
Chers amis du Togo,**

A l'orée de l'année 2014, qui préfigure le rendez-vous des OMD en même temps qu'elle met en perspective l'après-2015, les défis sont encore nombreux dans la recherche des éléments constitutifs d'une prospérité durable pour tous.

Nous nous accordons à voir en l'Afrique le continent de demain en raison de la convergence actuelle de son potentiel naturel avec la stabilité macroéconomique et l'assainissement des finances publiques. La valorisation progressive des ressources humaines dans un contexte d'épanouissement et d'autonomisation de la jeunesse contribue à confirmer ces pronostics.

En ce sens, je salue les vues de la 8^{ème} conférence économique africaine à Johannesburg en octobre dernier, qui a exhorté la communauté internationale à soutenir la compétitivité en Afrique et à faire de ce continent un pôle d'excellence en matière d'affaires et de développement.

Notre action internationale doit être animée par la conviction qu'un monde plus sûr, plus juste et plus solidaire est possible. Je forme le vœu que les performances économiques encourageantes de l'Afrique soient mises au service de nos peuples pour leur assurer un avenir prospère.

our historical, economic, political and human links, our salvation, as I pointed out in these very premises, a year ago, lies in globalization with a human face. As we all share the same aspirations for progress in our societies, and that we can, and we must achieve together. As Nelson Mandela so rightly said, nearly 20 years ago, «None of us, acting alone can achieve success.»

**Mr. Dean of the Diplomatic Corps,
Dear friends of Togo,**

I would like, in this regard, to welcome your commitment to the Republic of Togo and express our admiration for the cooperativeness and professionalism, which have marked your diplomatic action and your sector interventions in the context of the year 2013, an eventful year full of challenges.

Over the past months, Togo has continued, before your eyes, its march towards the consolidation of the rule of law and economic and social development. While all expectations, which are incidentally perfectly legitimate, have not been fulfilled, the year will have been marked by significant advances, which deserve being mentioned at the time of the retrospective.

These advances include the organization, a few months ago, of transparent elections free from violence. [You have been kind enough to mention the success of these elections, and while thanking you,] I would like to seize this opportunity to express our profound gratitude to all our partners for their valuable contribution at various stages of this process.

I am confident that, by strengthening its stability and political maturity, our country is promoting the conditions for the pursuit in the most appropriate institutional framework of reforms needed to consolidate the progress we have achieved. Indeed, strengthening policy framework finds its true meaning only by participating in the promotion of sustainable development, which means the well-being of our populations.

It was with this conviction that, in 2013, we firmly committed to implementing the Strategy of Accelerated Growth and Employment Promotion (SCAPE) with programmes for targeted priority actions for sustained economic growth and inclusive distribution of its benefits.

In terms of improving economic governance, compliance with the Initiative for Transparency in the Extractive Industries, which we achieved since May, is both an encouraging signal and an incentive to maintain the course of reforms.

**Mr. Dean of the Diplomatic Corps,
Dear friends of Togo,**

On the eve of the Year 2014, which foreshadows the fulfilment of the Millennium Development Goals (MDGs), and puts into perspective the post-2015 at the same time, there are still many challenges in the search for fundamental elements of sustainable prosperity for everyone.

We agree to view Africa as the continent of the future due to the current convergence of its natural potential with macroeconomic stability and sound public finances. The progressive development of human resources in the context of youth development and empowerment contributes to confirm these predictions.

Therefore, I welcome the views of the 8th African Economic Conference held in Johannesburg last October, which urged the international community to support competitiveness in Africa and to make the continent a centre of excellence in business and development.

Our international action must be inspired by the belief that it is possible to build a safer and fairer world of greater solidarity. I sincerely hope that Africa's encouraging economic performance will be put at the service of our people to ensure a prosperous future.



© Louis Vincent

Le Chef de l'Etat échangeant avec l'Ambassadeur de France au Togo (de dos). *The Head of State trading with French Ambassador to Togo (back)*

A cet égard, je fonde de grands espoirs sur l'apport de la diplomatie du développement. Elle pourra donner la mesure de tout son potentiel au sein de nos regroupements sous régionaux et dans les interactions respectives entre ceux-ci, mais plus encore dans le cadre de l'Union africaine, dans la perspective de ses rapports avec les grands ensembles continentaux et les institutions internationales.

Mais,
Monsieur le doyen du corps diplomatique,
Chers amis du Togo,

les avancées que nous saluons resteront sans effet si le continent ne réussit pas à se prendre en charge pour parvenir à une stabilité largement partagée. Car la paix et la sécurité restent autant les conditions que le corollaire du développement.

Trop souvent encore, les progrès économiques enregistrés se trouvent fragilisés par les situations de conflits armés et de crises sociopolitiques persistant à travers le continent. Ensemble, nous devons adopter des mesures efficaces pour mettre fin à ces crises.

Mes pensées vont à toutes ces populations dont le cadre de vie s'est brutalement transformé en foyer de tensions. Je leur exprime la solidarité et le soutien du peuple togolais, et notre détermination à œuvrer de concert avec l'ensemble de la communauté internationale, au retour d'une paix durable.

A l'heure où je parle, la République centrafricaine est au centre des préoccupations que nous partageons tous. Si dans le cadre de la résolution 2127 du Conseil de sécurité des Nations unies, l'action en appui aux forces africaines s'est mise en œuvre sous l'impulsion de la France, je ne saurais trop en appeler à un appui plus affirmé de l'ensemble de la communauté internationale.

Le Togo qui achève un mandat de deux années au Conseil de sécurité des Nations unies ne manquera pas, à l'avenir, de maintenir une action diplomatique dynamique au soutien des différentes initiatives régionales et internationales visant à endiguer les problématiques sécuritaires qui compromettent sérieusement les efforts de développement de nos pays.

Nous avons plus que jamais besoin de cette mutualisation élargie dans la lutte contre le terrorisme, le crime organisé et les mouvements armés, sous les différents masques qu'ils peuvent arborer d'un pays à l'autre ou d'une région de l'Afrique à une autre.

In this regard, I have high hopes on the contribution of Development Diplomacy. It will help us show all the importance of its potential within our sub-regional groupings and the respective interactions between them, but more importantly, in the context of the African Union, in view of its relations with major continental blocs and international institutions.

But,
Mr. Dean of the Diplomatic Corps,
Dear friends of Togo,

the progress we now applaud will have no effect if the continent fails to take responsibility to achieve a widely shared stability. For peace and security remain the necessary conditions for development as well as its corollary.

The economic progress registered by our countries is too often undermined by situations of armed conflicts and persistent socio-political crises across the continent. Together, we must adopt effective measures to end these crises.

My thoughts go out to all those people, whose living environment suddenly turned into hotbed of tension. I would like to express the solidarity and support of the Togolese people with them, and to assure them of our determination to work together with the entire international community, for the return of lasting peace.

As I speak at this moment, the Central African Republic is the centre of our shared concerns. If under resolution 2127 of the UN Security Council, action in support of the African forces was implemented under the leadership of France, I cannot emphasize strongly enough the need for a stronger support by the entire international community.

Togo, which completed a two-year term at the Security Council of the United Nations, will not fail in future to maintain a dynamic diplomatic action in support of various international and regional initiatives to curb security issues, which seriously undermine development efforts of our countries.

More than ever, we need this broader pooling of our efforts in our fight against terrorism, organized crime and armed movements hidden behind different masks from one country to another or from one African region to another.

On peace and security, I believe that, while maintaining the traditional productive partnerships, we will win to pro→

→ En matière de paix et de sécurité, ma conviction est que tout en maintenant les partenariats traditionnels productifs, nous gagnerons à progresser vers une articulation plus large entre les grands ensembles de l'Union africaine et de l'Union européenne, et au sein des Nations Unies.

Devant la montée de nouvelles menaces qui requièrent notre plus grande attention, à l'instar de la piraterie maritime, spécialement dans le golfe de Guinée, la réponse la mieux adaptée est celle de la mise en commun de nos efforts. Je me réjouis des initiatives politiques concertées des communautés économiques des Etats d'Afrique de l'ouest et du centre auxquelles nous collaborons tous. Je voudrais réitérer ici mon plaidoyer pour un soutien accru de nos partenaires aux mécanismes de réponse nationaux et régionaux, ainsi qu'à la stratégie maritime intégrée de l'Afrique dont le plan d'action est déployé par l'Union africaine.

**Monsieur le doyen du corps diplomatique,
Chers amis du Togo,**

Je vous sais gré de votre engagement réitéré à accompagner en tant que partenaires du Togo nos efforts dans les différents domaines de développement.

Le groupe des personnalités de haut niveau mandatées par le Secrétaire général des Nations unies pour réfléchir à l'approche de développement dans la perspective de l'après 2015 a très justement insisté sur un nouvel esprit de solidarité, de coopération et de responsabilité mutuelle.

La solidarité entre les nations ne saurait se limiter aux défis contemporains en matière politique et économique. Il est regrettable d'assister au fil des ans à l'accentuation des effets des changements climatiques sur notre planète sans que la communauté internationale ne parvienne à s'accorder sur des engagements minima dans la perspective de l'après Kyoto. Au mois de novembre à Varsovie, la conférence des Etats parties nous aura surtout permis de mesurer l'ampleur du chemin qui reste à parcourir avant la définition d'un agenda global des solutions au changement climatique.

L'année qui vient constitue l'ultime période de transition entre les efforts que nous avons engagés depuis la définition des objectifs du millénaire pour le développement et la nouvelle vision qui nous mène vers la recherche du mieux-être durable et inclusif, dans un contexte de paix partagée.

Donnons à la jeunesse africaine tous les atouts pour faire éclore ses talents. Renforçons les capacités et l'attractivité économique de nos pays. Mutualisons nos efforts pour lutter contre des problématiques telles que la criminalité, la piraterie et le terrorisme.

Face aux défis de la sécurité, de la pauvreté, de la santé, de l'accès de tous à l'énergie et aux technologies et du changement climatique, mettons en œuvre nos ressources, nos compétences au profit d'un projet commun, dont les bénéfices pour nos populations et nos pays ne connaîtront pas la notion de frontière.

Le Togo estime que le monde n'a pas d'autre choix que celui de recourir à un partenariat sincère, vital et mutuellement avantageux. Dans ce contexte de défis partagés, autant que d'opportunités nouvelles, notre continent gagnera à renforcer les processus d'intégration aux niveaux sous-régional et régional, qui demeurent une approche essentielle pour le développement de nos pays.

Nous restons, pour notre part, résolument engagés à apporter notre contribution à l'édification d'une Afrique unie et prospère, ainsi que d'un monde stable épris de paix, de solidarité et de fraternité.

Tel est le message que je vous demande de transmettre, avec nos souhaits de paix, de prospérité croissante et de succès pour l'Afrique et le monde entier aux souverains et chefs d'Etat que vous représentez auprès du Togo, ainsi qu'aux chefs des institutions et organisations internationales.

A chacune et chacun de vous, à vos familles, à vos proches, à vos collaborateurs, j'adresse également mes vœux les plus sincères d'une année de prospérité et de bonheur.

Vive la coopération internationale,
Je vous remercie.

gress towards a greater coordination between large groups of the African Union and the European Union, and within the United Nations.

Faced with the rise of new threats, which require our utmost attention, like piracy, especially in the Gulf of Guinea, the best response lies in pooling our efforts. I welcome the concerted policy initiatives of the Economic Communities of West and Central Africa, in which we all collaborate with one another. I would like to reiterate my plea for increased support of our partners for the mechanisms of national and regional response, as well as Africa's integrated maritime strategy, whose Action Plan is deployed by the African Union.

**Mr. Dean of the Diplomatic Corps,
Dear friends of Togo,**

I appreciate your reiterated commitment to support our efforts in the various areas of development, as Togo's partners.

The group of high-level personalities mandated by the Secretary-General of the United Nations to consider the development approach in the context of post-2015 rightly insisted on a new spirit of solidarity, cooperation and mutual responsibility.

Solidarity between nations should not be merely limited to contemporary challenges in political and economic fields. It is unfortunate to witness over the years the increasing climate change effects on our Planet without the international community agreeing on minimum commitments in the context of the period after the Kyoto Protocol. Last November in Warsaw, the Conference of States Parties particularly allowed us to measure the extent of what remains to be done before setting an overall agenda on climate change solutions.

The coming year is the ultimate transition between the efforts we have committed since the definition of the Millennium Development Goals (MDGs) and the new vision that leads us to the pursuit of sustainable and inclusive wellness, in a context of shared peace.

Let us give young people in Africa all the assets required to develop their talents. Let us enhance the capacities and economic attractiveness of our countries. Let us pool our efforts to fight against issues such as crime, piracy and terrorism.

In the face of the challenges of security, poverty, health, access to energy and technologies for all and climate change, let us use all our resources and skills for the benefit of a common project, whose benefits for our populations and countries will have no borders.

In Togo we believe that the world has no choice but to use a vital sincere and mutually beneficial partnership. In this context of shared challenges, as well as new opportunities, our continent will win by strengthening integration at the sub-regional and regional levels, which remains an essential approach for the development of our country.

For our part, we continue to be firmly committed to bring our contribution to the building of a united and prosperous Africa, as well as a stable, peace-loving world, with solidarity and fraternity.

This is the message that I ask you to convey to the Sovereigns and Heads of State that you represent to Togo, as well as to the leaders of institutions and international organizations, together with our wishes of peace, increasing prosperity and success for Africa and the entire world.

And to each one of you, to your families, to your loved ones, to your employees, I extend my most sincere wishes for a year of prosperity and happiness.

*Long live international cooperation!
Thank you.*



Le forum pour la promotion de la coopération entre la République de Corée et la République Togolaise

The forum for promotion of cooperation between the Republic of Korea and the Republic of Togo

par le Comité de rédaction
by Editorial Committee



Table d'honneur lors du Forum. On remarque le Directeur de la Coopération Internationale au Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, M. AFOKPA Kodjovi Gaspard. *Table at the Forum. We note the Director of the International Cooperation to the Ministry of Foreign Affairs and Cooperation, Mr. Gaspard AFOKPA Kodjovi.*

Que de chemins parcourus et que de situations connues par la coopération coréo-togolaise ! Elle a évolué avec ses moments de contradictions et de parfaite entente. Il en est résulté une coopération fortement impactée par les aléas des relations internationales.

Il n'est un secret pour personne que les relations diplomatiques entre les deux pays ont été tributaires des contradictions entre les deux Corées pendant la période de la guerre froide.

Etablies il y a 50 ans, les relations diplomatiques coréo-togolaises ont donné lieu à une coopération qui a connu diverses fortunes. En effet, le 17 décembre 1974, pratiquement un an après l'ouverture de l'Ambassade avec résidence à Lomé au Togo, et un Chargé d'Affaires à sa tête, les relations diplomatiques entre les deux pays ont été suspendues. Elles seront rétablies le 23 janvier 1991 avec la fin de la guerre froide, et la coopération a repris timidement avec des visites des officiels togolais en Corée et vice versa, des officiels coréens au Togo, dans le cadre de la coopération économique, industrielle, culturelle, sportive et commerciale surtout.

Il y a lieu de retenir cependant que cette coopération cherche à présent à se renforcer et l'occasion lui a été

What a long way we have come and what situations we have known by the Korean-Togolese cooperation! It has evolved over its moments of contradictions and perfect understanding. It has resulted in a strongly impacted cooperation by the hazards of international relations.

It is no secret to anyone that diplomatic relations between the two countries were dependent on contradictions between the two Koreas during the Cold War.

Established, 50 years ago, the Korean-Togolese diplomatic relations resulted in a cooperation that has experienced varying degrees of success. Indeed, on December 17, 1974, almost a year after the opening of the Embassy with residence in Lomé, Togo, and a Chargé d'Affaires at its head, diplomatic relations between the two countries were suspended. They were restored in January 23, 1991 with the end of the Cold War, and cooperation resumed timidly with visits of Togolese officials in Korea and vice versa, Korean officials in Togo, in the context of the economic, industrial, cultural, sporting and commercial cooperation especially.

It should be remembered however that this cooperation needs to be strengthened now and opportunity was given to it on the fiftieth (50th) anniversary celebrated at the Hotel Sarakawa in Lomé. A celebration jointly organized by the two →

→ donnée lors du cinquantième (50^{ème}) anniversaire célébré à l'Hôtel Sarakawa à Lomé. Une célébration organisée conjointement par les deux partenaires à travers le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération et l'Ambassade de la Corée du Sud au Togo avec résidence à Accra. C'était le 14 novembre 2013.

Un forum a été organisé ce jour pour servir de cadre aux deux pays de faire le point sur ce qui fut leur coopération et d'envisager avec beaucoup de sérénité et d'engagement leurs relations futures de partenariat.

A cet égard, le Ministère des Affaires étrangères et de Coopération a eu à présenter les grands principes et orientations de la politique de coopération du Togo conduite par une diplomatie dite diplomatie de développement ou diplomatie économique.

En effet, la nouvelle vision du Chef de l'Etat de la politique extérieure du pays, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, intègre et insiste fortement sur la dimension économique. La diplomatie passe du schéma classique de représentation au rôle de vecteur de développement. Par ses engagements, la diplomatie togolaise se veut être un acteur incontournable activement présent dans le processus de la croissance économique en mettant tous ses moyens au service du développement (Agents diplomatiques, Ambassades, Consuls) en s'appuyant sur les atouts qui donnent des raisons suffisantes d'investir et de s'impliquer au Togo qui se positionne comme la porte d'accès aux pays de l'hinterland de l'Afrique de l'Ouest.

Ce forum se voulait également un cadre de promotion de la coopération entre la République de Corée et la République togolaise. Ce qui amena les deux parties à faire connaître aux participants coréens et togolais leur nouvelle vision de la coopération qui doit prendre en compte le contexte actuel de la mondialisation et de la globalisation de l'économie.

C'est ainsi que plusieurs thèmes ont meublé le forum.

Au titre de la coopération politique et de développement :

- la coopération politique entre la Corée et le Togo, présenté par le Conseiller de l'Ambassade de Corée au Togo ;
- l'aide au développement de la Corée en Afrique, présenté par le représentant de la KOICA ;
- la politique de Coopération et de Développement du Togo, présenté par le représentant du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération ;

Au titre de la coopération économique

- la coopération économique entre la Corée et l'Afrique, présenté par l'Attaché commercial de l'Ambassade de la République de Corée au Togo ;
- les besoins du Togo en matière de coopération économique avec la Corée, présenté par le Consul Honoraire de la République de Corée au Togo ;

partners through the Minister of Foreign Affairs and Cooperation and the Embassy of South Korea in Togo with residence in Accra. It was on November 14, 2013.

A forum was held on that day as a framework for the two countries to take stock on what was their cooperation and to consider with much more serenity and commitment of their future partnerships.

In this regard, the Minister of Foreign Affairs and Cooperation has presented the major principles and guidelines of cooperation of Togo led by diplomacy known as development or economic diplomacy.

Indeed, the new vision of the foreign policy of the country of the Head of State, His Excellency Faure Gnassingbé, integrates and strongly emphasizes on the economic dimension. Diplomacy moves from classical scheme of representation to the role of vector of development. By his commitments, the Togolese diplomacy wants to be a key player actively present in the process of economic growth by putting all its resources to the development service (Diplomatic Agents, Embassies & Consulates) based on the strengths that give sufficient reasons to invest and engage in Togo which is positioned as the gateway to the landlocked countries of West Africa.

This forum was also intended as a framework for promoting cooperation between the Republic of Korea and the Republic of Togo. This brought the two parties to make known to the Korean and Togolese participants their new vision of cooperation that must take account of the current context of internationalization and globalization of the economy.

Thus several themes were discussed during the forum.

In the field of cooperation policy and development :

- Political cooperation between Korea and Togo, presented by the Counsellor of the Embassy of Korea in Togo ;
- Korean development support to Africa, presented by the representative of the KOICA ;
- Political Cooperation and Development of Togo, presented by the representative of the Ministry of Foreign Affairs and Cooperation.

In the field of economic cooperation

- economic cooperation between Korea and Africa, presented by the Commercial Attaché of the Embassy of the Republic of Korea in Togo ;
- the needs of Togo as regards economic cooperation with Korea, presented by the Honorary Consul of the Republic of Korea in Togo ;
- activities of Korean companies in Togo, presented by the Director General of CO-TO-AUTO SA (HYUNDAI).

This was followed by question-and-answer session which allowed participants who came from diverse backgrounds to better understand the cooperation relationship between the Republics of Korea and Togo.

The Korean side also took this opportunity to assure the availability of their country to work more to strengthen friendship and cooperation ties existing with Togo.



La diplomatie passe du schéma classique de représentation au rôle de vecteur de développement

Diplomacy moves from classical scheme of representation to the role of vector of development



© Louis Vincent

L'assistance lors du forum. / *The audience at the forum.*

- les activités des entreprises coréennes au Togo, présenté par le Directeur Général de CO-TO-AUTO SA (HYUNDAI).

S'en est suivi une série de questions-réponses qui a permis aux participants venus de divers horizons de mieux appréhender les relations de coopération entre la République de Corée et la République Togolaise.

La partie coréenne a également saisi cette occasion pour rassurer de la disponibilité de leur pays à œuvrer davantage au renforcement des liens d'amitié et de coopération existants avec le Togo.

A cet égard, plusieurs suggestions de coopération économique entre la Corée et le Togo ont été faites en six (06) points ci-après :

- l'installation de l'Ecole Internationale d'Automobiles pour la Formation professionnelle et l'entretien des véhicules à Lomé pour les employés francophones ;

- l'établissement de l'accord de partenariat administratif entre la direction de la Zone Franche Masan en Corée et la SAZOF-TOGO ;

- l'installation d'un Institut de la langue coréenne « SEJONG » à l'Université de Lomé ;

- la création de l'Institut de formation et de recherche « SAEMAEUL » pour le développement des communautés de base au Togo ;

- l'incitation des entreprises coréennes de transformation des produits agricoles à s'installer dans la zone franche togolaise ;

- la participation des entreprises coréennes au projet de construction des infrastructures routières au Togo : le corridor Lomé-Cinkassé.

C'est sur ces perspectives de coopération mutuellement bénéfique que l'Ambassadeur de la République de Corée au Togo a clos le Forum en insistant sur l'importance de la promotion de la coopération entre nos deux pays.

In this regard, several suggestions of economic cooperation between Korea and Togo were made in the following six (06) points :

- Establishment of International Automobile School for vocational training and maintenance of vehicles in Lomé for francophone employees ;

- Establishment of the administrative partnership agreement between the directorate of the Massan Free Zone in Korea and the SAZOF - TOGO ;

- Establishment of Korean Language Institute « SEJONG » at the University of Lomé;

- Establishment of Training and Research Institute « SAE-MAEUL » for the development of grassroots communities in Togo;

- Encouraging Korean processing agricultural products companies to settle in the Togolese Free Zone ;

- The participation of Korean companies in the construction project of roads infrastructures in Togo: Lomé-Cinkassé corridor.

It is on these perspectives of beneficial mutually cooperation that the Ambassador of the Republic of Korea in Togo closed the Forum by stressing on the importance of promoting cooperation between our two countries.



© Louis Vincent

Le centre de formalités des entreprises

The Corporations Formalities Centre

Navires au mouillage dans
le Port Autonome de Lomé.
*Wetting ships at Port Auto-
nome of Lomé.*



© Louis Vincent

En vue de renforcer les progrès accomplis pour favoriser l'investissement, le Gouvernement a créé, par décret n°2000-091/PR du 08 Novembre 2000, une structure appropriée dénommée Centre de Formalités des Entreprises (CFE).

Ce Centre fonctionne sous la forme de « Guichet Unique » où sont effectuées toutes les formalités de création, de modifications et de dissolution d'entreprises.

Le CFE a pour objectifs de permettre aux opérateurs économiques, personnes physiques et morales, d'accomplir en un seul endroit, dans un délai minimum et à un coût raisonnable, les formalités et déclarations auxquelles ils sont tenus par les lois et les règlements en vigueur dans les domaines juridique, administratif, social, fiscal et statistique, liés à la création d'entreprises, aux modifications et à leur dissolution.

A cet effet, le Centre de Formalités des Entreprises est chargé :

- d'accueillir et d'informer tout opérateur économique sur les activités du Guichet Unique ;
- de communiquer la liste des pièces à fournir selon la nature de la déclaration et de s'assurer de la recevabilité de chaque dossier ;
- d'assurer le traitement des demandes, en liaison avec les différents administrations et organismes concernés ;
- de veiller au respect des délais légaux de traitement des dossiers et d'exécution des formalités requises avec les administrations et organismes concernés ;
- d'initier, de proposer et de mettre en œuvre toute action visant à améliorer son organisation et son fonctionnement à travers une analyse permanente des besoins exprimés par les opérateurs économiques.

Au demeurant, la création du CFE s'inscrit dans une dynamique de réformes destinées à relancer l'économie nationale. Avec 6,8 millions d'habitants, l'économie togolaise est dominée par le secteur agricole et les services dont les contributions au produit intérieur brut (PIB) sont de 5 % et 34 % (Source : Département des statistiques de la BAD). Après avoir pâti des chocs exogènes, la croissance économique reprend progressivement, à la faveur des réformes entreprises par le gouvernement.

In order to reinforce the headway made so as encourage investment, the Government created an appropriate structure named Corporations Formalities Centre (CFE) in accordance with the Decree No. 2000-091/PR of November 8, 2000.

This Centre operates as a «Single office» where all establishment, modification and dissolution of Corporations procedures are made.

CFE aims at allowing economic operators, physical persons and legal entities, to perform in one place, in a minimum time and at a reasonable cost, formalities and declarations to which they are bound by the laws and regulations in force in legal, administrative, social, fiscal and statistical fields related to corporations' establishment, modification and dissolution.

In this regard, the Corporations Formalities Centre is in charge of:

- *welcoming and informing any economic operator on the activities related to the single office;*

- *providing the list of required documents according to the type of statement and to ensure the admissibility of each file;*

- *Ensuring the applications processing in connection with the various authorities and institutions concerned;*

- *Ensuring compliance with the legal time limits of processing files, and the execution of the required formalities with the concerned authorities and organizations*

- *Initiating, proposing and implementing any action that improves its organization and operation through continuous analysis of needs expressed by economic operators.*

Moreover, the creation of the CFE is part of a process of reforms to revive the national economy. With 6.8 million inhabitants, the Togolese economy is dominated by agriculture and services which contributions to Gross Domestic Product (GDP) are 5% and 34% (Source: Department of Statistics of Africa Development Bank). After having suffered from exogenous shocks, economic growth is resuming gradually, thanks to the reforms undertaken by the government.

CCIT / CFE

Angle Avenue de la Présidence et Avenue Georges Pompidou

BP. 360 Lomé - Togo

Tél. : (228) 22 21 20 65 / 22 21 70 65 / 22 23 29 00

Fax : (228) 22 21 47 30

E-mail : cfe@ccit.tg

Web : www.ccit.tg



DIRECTION GENERALE

517, Avenue de SARAOKAWA
BP : 353 Lomé - TOGO



DES DOUANES

Tel : (00228) 22 23 00 00 | Fax : (00228) 22 20 87 99
Site web : www.douanes.tg



TOGO CELLULAIRE

Composez

*104#

pour souscrire à distance à
de nombreux services via votre mobile!

- **Roaming prépayé**
- **Changement de profil**
- **Internet**
(souscription + achat de forfait)

le numero qui vous facilite la vie ...

Pour souscrire à nos services depuis votre
mobile, composez *104#

Le code *104# vous permet de souscrire aux services à
distance depuis votre téléphone sans avoir besoin de
vous présenter dans une agence.

Les options accessibles sont :

1. souscription au roaming prépayé,
2. souscription à la 3G,
3. Achat de forfaits internet (1 jour, 7 jours, 30 jours),
4. Consultation de la validité du forfait internet
5. Changement de profil (Jeune, Classique, Privilège et Leader).

Comment ça marche ?

Tapez *104# et lancez l'appel :

- **Roaming prépayé**
 - ✓ 1. Souscription
 - ✓ 2. Désactivation
 - ✓ 0. Menu principal

- **Internet**
 - ✓ 1. Souscription
 - ✓ 2. Forfait 1 jour
 - ✓ 3. Forfait 7 jours
 - ✓ 4. Forfait 30 jours
 - ✓ 5. Validité du forfait
 - ✓ 0. Menu principal
- **Changement de profil**
 - ✓ 1. Vers jeune
 - ✓ 2. Vers classique
 - ✓ 3. Vers privilège
 - ✓ 4. Vers leader
 - ✓ 0. Menu principal



Sélectionnez un service et validez
Vous recevez un sms vous indiquant le résultat de votre demande.

Les frais liés aux différents services sont prélevés directement sur
votre compte principal en cas de succès du traitement de la
demande.



LE LEADER